

Comité de direction :
KRIEGEL-VALRIMONT
 Directeur politique
V. LEDUC
 Directeur
P. COURTADE
 Rédacteur en chef
JOINVILLE, HERVE,
N. FOUCHE.

action

HEBDOMADAIRE
 DE
 L'INDEPENDANCE
 FRANÇAISE

Le scandale des prisonniers

NE craignons pas de l'évoquer dans la presse puisque tout le monde en parle dans la rue. Deux millions cinq cent mille Français vont retrouver la liberté et la France. Épargnons-leur les périodes complaisantes sur leurs souffrances passées et leurs joies futures. Il ne s'agit pas de phrases. Il s'agit d'un problème précis d'ordre matériel et moral.

A-t-on pris les mesures nécessaires pour les accueillir. S'est-on préoccupé de leur présenter dès leur arrivée le visage authentique de la France nouvelle ?

Le gouvernement a, pour cela, désigné un ministère des Prisonniers et Déportés qui tire des plans depuis Alger. Ce poste est doté d'un vaste budget et d'imposants services. C'est donc son œuvre qu'il nous faut juger. Et très vite, car si nous constatons dès maintenant de graves lacunes dans l'organisation, que sera-ce dans quelques semaines ?

Or le comité directeur du Mouvement national des Prisonniers et Déportés, qui a pris en charge la défense des intérêts de ses camarades, vient de formuler à ce sujet des observations qui ne peuvent laisser indifférent aucun d'entre nous. D'abord, l'organisation des principaux centres d'accueil frontaliers, nous dit-il après enquêtes, est pratiquement inexistante, à Evian, Annemasse, Mulhouse, Strasbourg, Metz, Saint-Avold, Hirson, etc.

Ensuite, les conditions d'hébergement, de nourriture et de transport sont telles qu'une arrivée normale de rapatriés serait un désastre : il n'y a pas de bons de ravitaillement, pas de stocks de vêtements, et le service sanitaire prévu est insuffisant.

Tous ceux qui ont assisté à une arrivée de prisonniers dans l'une des gares de Paris se sont affligés du désordre indescriptible qui règne à cette occasion. Nul ne sait exactement d'où et par quel train arrivent les convois, ni quelle est leur importance. Si bien que l'on put assister en gare du Nord, l'autre jour, à ce spectacle ridicule d'une foule de trois cents personnes mobilisées pour accueillir quatre prisonniers. Le plus souvent, au contraire, on est submergé et l'on expédie nos camarades après une collation des plus sommaires dans des centres de quartier, où le soin de leur logement et de leur nourriture est laissé à des organisations bénévoles, prévenues au dernier moment et qui, malheureusement, n'ont à leur disposition aucune ressource, aucun moyen de réquisition.

Cependant, les crédits demandés pour l'exercice 1945 s'élèvent, nous dit Pierre Stibbe, vice-président de la commission des Prisonniers de l'Assemblée consultative, à 25.075.786.000 francs. Il y aurait de quoi doter sérieusement, nous semble-t-il, les diverses missions, centres et camps d'hébergement, et même de quoi les multiplier.

Il y aurait beaucoup d'autres choses à dire sur cet aspect matériel et financier du problème. Nous en reparlerons.

Mais nous voulons insister aujourd'hui sur l'aspect moral et politique. N'oublions pas que la grande masse des prisonniers de guerre a été soumise pendant ces cinq années à de constantes pressions. N'oublions pas que la propagande pétainiste a bénéficié de tous les appuis, de tous les encouragements officiels. Certes, nous ne doutons pas que nos captifs aient réagi vigoureusement à cette démagogie, à cet ignoble chantage et nous avons à cet égard des témoignages précis.

Mais leur expérience a été différente de la nôtre et il serait vain de se dissimuler qu'il y a nécessairement un écart entre la France de la libération et la France des barbelés. Les pompeuses déclarations sur « nos prisonniers qui sont les meilleurs résistants » ne suffiront pas à éviter les malentendus possibles.

Que certains aventuriers de la politique comptent utiliser les prisonniers pour servir leurs ambitions, comme on l'a fait jadis des anciens combattants, cela ne nous étonnerait pas outre mesure. Entre autres, les survivants de Vichy guettent certainement cette occasion de provoquer des divisions. Le sabotage de l'accueil serait, à cet égard, une magnifique opération. Sur des hommes épuisés d'attente et presque malades d'espoir, le premier contact aura une influence peut-être décisive.

V. LEDUC.

(Voir la suite en page 3)

Lire dans ce numéro

Forces Françaises Inemployées

par Maurice **KRIEGEL-VALRIMONT**

L'apothéose du Connard

UNE GRANDE NOUVELLE

d'André **CHAMSON**

12 pages

5 FRANCS

VENDREDI

23 MARS 1945

N° 29



— Alors, ça a marché ?

— Non, même le coup de l'anticommunisme a raté !



Hans-Martin II

LE Hans-Martin de Wendel, dont parle « Franc-Tireur », est-il de la famille des maîtres de forges lorrains ? Nous savons simplement qu'il est sujet allemand, qu'il avait été interné en France, qu'il vient d'être libéré, qu'il habite 4, rue Thiers, à Paris, et qu'il a recouvré ses biens.

Par contre, nous sommes mieux renseignés sur un autre Hans-Martin qui, lui, vécut sous Louis XIV et fonda la dynastie de Wendel.

Hans-Martin I^{er} de Coblentz

Voici, en effet, ce qu'on lit dans une thèse de doctorat en droit présentée à Paris en 1909 par M. Henry Grandet, cousin germain et associé des trois frères François, Humbert et Maurice de Wendel :

« C'est pour la modique somme de 9.623 livres que, le 26 mars 1704, Jean-Martin de Wendel se rend acquéreur des usines du sieur Le Comte, posant ainsi les fondements de l'activité industrielle développée dans la suite avec tant d'éclat par sa famille dans les vallées de la Fentsch et de l'Orne... Il était issu d'une famille d'officiers : son grand-père, Jean-Georges de Wendel, originaire de Coblentz, fut colonel d'un régiment de Cravattes au service de l'empereur Ferdinand ; son père, Christian, servit sous les ordres de Charles IV de Lorraine... Le 16 juillet 1705, J.-M. de Wendel se rendit aussi acquéreur, auprès du roi de France, de la Seigneurie foncière d'Hayange, y compris les moyennes et basses justices, ainsi que divers autres droits seigneuriaux. » (Monographie d'un établissement métallurgique sis à la fois en France et en Allemagne, pp. 22, 23 et 24.)

Hans-Martin I^{er} est l'arrière-grand-père des trois frères François, Louis et Charles, qui retourneront à Coblentz et combattirent la France sous la Révolution. Leurs biens, d'abord séquestrés, leur furent finalement rendus, comme à Hans-Martin II, de « Franc-Tireur ».

Les députés de Brie

C'EST le « corpsard » (ingénieur au corps des mines) Albert Lebrun (encore un nom bien oublié !) qui remplaça l'académicien Alfred Mézières comme député de Brie, puis comme sénateur de Meurthe-et-Moselle. Il remplit fidèlement ces deux charges wendéliennes pendant trente-deux ans (1900-1932) avant d'entrer à l'Elysée pour le compte des mêmes patrons : les maîtres de la France et des forges lorraines.

Finalement, François II décida d'opérer lui-même, à l'instar de son cousin germain Charles III, député au Reichstag. Il se fit donc élire député de Brie en 1914. Il est sénateur de Meurthe-et-Moselle depuis 1932, ayant exercé son droit de reprise après le départ d'Albert Lebrun. Un autre de ses cousins germains, Guy, frère cadet de Charles III du Reichstag, fut, entre les deux guerres, député puis sénateur de la Moselle. Il échoua au dernier renouvellement. Fernand de Brion fut son ami.

Quelle perte pour la Consultative !

FRANÇOIS II, toujours sénateur, n'est pas de la Consultative. On se demande vraiment pourquoi. Peut-être n'est-il pas trop tard pour réparer une aussi regrettable injustice ? Son grand-père Charles II n'avait pas hésité à se faire élire représentant du peuple à la Constituante de 1848, puis à la Législative de 1849. Il fut finalement député de Brie au Corps législatif de 1852 à 1857, date à laquelle il céda la place à un prête-nom, Stéphane Liégeois.

Déjà à l'autre guerre...

DANS un discours à la Chambre, le 24 janvier 1919, le député Barthe dénonçait les méthodes du comité des Forges et de la firme de Wendel :

« J'affirme, disait-il, que le comité des Forges a volontairement au cours des années qui ont précédé la guerre, limité le développement de la production des fontes, du fer et de l'acier, afin de pouvoir mieux rançonner l'industrie française, et qu'ainsi, par contre-coup, il a favorisé l'emprise allemande et mis la nation dans une situation périlleuse. J'affirme que, poussé par un esprit de lucre, il a favorisé l'emprise allemande sur la France par la constitution d'un dumping criminel sur les matières premières et par des ententes économiques avec les principaux métallurgistes ennemis. »

Sera-t-on condamné à toujours protester platoniquement contre les trusts ? Aujourd'hui que nous avons, paraît-il, à tous les échelons du pouvoir des ennemis des trusts, il devrait en être autrement, n'est-ce pas ? On verra. Et que l'on ne nous la fasse pas, à la manière du Loup et de l'Agneau : on nous condamnera peut-être pour avoir troublé le ruisseau.

P. C. D. F.

JAMAIS les soldats de la n^o division n'eurent mieux l'impression qu'ils étaient des P.C.D.F. que le jour où une de leurs unités eut l'honneur d'installer son P. C. dans un des pavillons de chasse de MM. de Wendel à Bernardswiller.

Dans ce magnifique édifice, au pied de la montagne Sainte-Odile, ils se préparaient à passer quelques jours de repos bien gagnés. Il ne leur déplaisait pas de succéder dans ces lieux à un capitaine S.S., chargé naguère de l'éducation de la jeunesse, mais qui avait dû fuir précipitamment devant l'avance des Français.

Où qu'on soit assis dans cette pièce, on a sous les yeux les pentes de la montagne et, tout là-haut, on devinait le deuxième pavillon de chasse de MM. de Wendel, juché sur un mamelon et tout entouré de bois.

Ils auraient pu vivre heureux, sans contrainte ni souci, ces soldats qui venaient de libérer l'Alsace... Mais...

Ils eurent, dès le lendemain de leur arrivée, la visite de l'homme d'affaires de MM. de Wendel, venu pour dresser un procès-verbal de « l'état des lieux ».

Il serait difficile de dépeindre la stupeur de l'officier qui reçut l'envoyé des maîtres de forges. On raconte qu'il le mit gentiment à la porte, en spécifiant qu'il signerait le même procès-verbal que le capitaine S.S. qui l'avait précédé dans la place.

Bureaucratie

UN jeune prisonnier évadé entre dès 1942 dans un organisme de résistance. Son but : faire évader le plus possible de Français des geôles allemandes. Tout cela jusqu'au jour où il se fait prendre. Après plusieurs mois d'une captivité féroce, il parvient à s'échapper à la veille de la libération. Mais, il a laissé sa santé dans les prisons allemandes et il achève de vivre dans un sanatorium en Seine-et-Oise. Bien entendu, sa conduite lui valut, de la part de ses chefs, une élogieuse citation. Et comme la croix de guerre qui l'accompagnait ne venait pas et que la nomination attendait toujours la signature, on fit des démarches auprès des autorités compétentes. Ce fut pour recevoir cette réponse imperturbable : « Certes, ce jeune homme a accompli des actions d'éclat qui justifient sa promotion, seulement il est impossible de la lui accorder, car la proposition n'a pas été faite sur les formulaires réglementaires à en-têtes que l'administration a spécialement conçus à cet effet. » Tant pis pour notre héros. On n'a pas idée d'accomplir des exploits sans s'être assuré au préalable qu'ils sont tout à fait en règle vis-à-vis de l'administration !

Lorsque vous aurez lu ACTION mettez-le sous bande et adressez-le à un ami.

Vous aurez gagné un nouveau lecteur ou un abonné.

LE MONDE ET LA VILLE

La mort de Drieu La Rochelle

UN fonctionnaire résistant du gouvernement (il y en a) remarquait que Thierry de Martel s'était tué le jour de l'entrée des Allemands à Paris et que Drieu avait essayé de se suicider le jour de la libération. Il a réussi à se tuer à la veille de la victoire. C'est dans le jeu.

A l'Assemblée

A semaine dernière, le général de Gaulle convoqua le bureau de l'Assemblée et les présidents de commissions pour leur exprimer le désir que s'établisse entre le gouvernement et l'Assemblée un climat de meilleure compréhension. Bien entendu, le président du gouvernement provisoire monologua. Pourtant, à la fin, quelques questions lui furent posées. Un délégué lui demanda, par exemple, s'il ne pensait pas que son ministère d'Etat était un peu vieux. « Oui », dit le général en coupant court. Un autre délégué lui demanda s'il avait l'intention de maintenir au pouvoir les ministres mis en minorité par l'Assemblée. Le général répliqua textuellement : « Je suis trop démocrate pour vous reconnaître souverains. » Il précisa sa pensée : « Une assemblée non élue ne doit pas avoir de pouvoir réel. » — « D'autant plus, murmura dans sa barbe un délégué, que le gouvernement, lui, étant élu... »

La validation de M. Nicod, le 17, a revêtu le caractère d'une opération anticommuniste. Il s'agissait, pour un certain nombre de délégués, d'isoler le parti communiste et, si possible, de

lui faire prendre conscience de sa faiblesse numérique. Quelques résistants n'ont pas voulu tomber dans ce panneau. Malheureusement, il y avait peu de présents et une centaine de délégués seulement prirent part au scrutin. On peut dire que l'ex-député d'Oyonnax a été validé à la minorité de faveur.

A travers la presse

PUBLICITE gratuite. Nous conseillons à nos lecteurs de lire attentivement dans le « Journal Officiel » — seul journal non censuré — du 17 mars, les débats parlementaires du 16.

Un nouveau journal est paru : « France ». Il est envoyé clandestinement à certains journalistes étrangers et leur vante les mérites de Vichy. On dément officiellement que MM. Jeanneney et Dautry y collaborent. Ils n'ont été vichysois, eux, qu'au début.

Ce n'est pas nous

qui le disons

FRANÇOIS BONDI, le correspondant du « Saint-Galler Tagblatt » (journal suisse) a publié le 23 février un article intitulé : « Vers un néo-pétainisme » qui se termine par : « Ce serait rendre un mauvais service que de méconnaître les dangers d'un néo-pétainisme issu d'une série de frictions, d'une série de problèmes et de crises qui ne peuvent être surmontés et résolus qu'en reconnaissant toute leur gravité. »

L'ASPIC.

Nous avons reçu de M. André Maroselli une lettre qu'il ne nous est pas possible de publier en raison du manque de temps. Nous reviendrons sur la question dans notre prochain numéro.

Pour rire

SI j'étais Maurice Schumann, j'exigerais la suppression pure et simple du zoo de Vincennes. On sait que le rocher aux singes est un lieu de rendez-vous dominical pour les amoureux et les familles. Et cette comédie aux mille actes divers que nous donnent les cynocéphales risque de porter nos concitoyens à des excès qui sont absolument proscrits par les Livres secrets des confesseurs, si j'en crois tout au moins les extraits publiés par le « Surréalisme au service de la Révolution » que je lus au temps de mon adolescence. J'avoue que je n'ai pas mis le nez dans le latin de cuisine des textes originaux. Tout le monde m'accordera cependant — n'est-ce pas, Aragon ? — que le « Surréalisme au service de la Révolution » était une revue qui jouissait de la plus haute autorité scientifique et qu'on peut encore la consulter avec profit.

Donc, suppression pure et simple. Pas de demi-mesure. Pourtant, voici que le Démon revient à la charge. En ces temps où notre pays souffre d'une dénatalité menaçante qui est également un des soucis de Maurice Schumann, ne serait-il pas au contraire plus opportun de multiplier les monuments ad hoc et d'élever, par exemple, sur la place de la Concorde, un rocher à cynocéphales ? Vous me direz que ce serait provoquer beaucoup de gaspillage. Mais n'est-ce pas le propre de la nature que d'agir avec prodigalité ? Dieu et la patrie y retrouveraient toujours les leurs. A la réflexion, je me demande si Maurice Schumann et les siens ne sont pas des hérétiques : une sorte de variété protestante de l'Eglise catholique. Sans remonter aux splendeurs du moyen âge chrétien, il ne me semble pas que l'Eglise jadis professait un tel puritanisme. Ah ! la Réforme et Voltaire ont fait bien du mal à l'Eglise ! Sans compter que les exigences nationales sont des réalités auxquelles il faut savoir adapter les moyens. Il me semble me rappeler qu'en des temps fort reculés, l'Eglise prescrivait la polygamie en je ne sais plus quel pays de l'Europe centrale, après une guerre meurtrière qui avait considérablement diminué le nombre des mâles. En vérité, Maurice Schumann est un quétiste, un piétiste, voire un cathare. Il faudra que je consulte là-dessus le père Danielou. L'Aube pourrait ouvrir une grande enquête sur ces points controversés et Billoux proposer au général de Gaulle une ordonnance qui imposerait le remplacement des fontaines publiques par des rochers à cynocéphales, ce qui serait tout un programme et contribuerait à l'exploitation rationnelle de nos colonies.

Cela provoquerait des difficultés internationales, dites-vous ? Les suffragettes anglaises et les sectes américaines s'indigneraient ? La solution est simple. Il n'y aurait qu'à ne pas se rendre aux rendez-vous. Et pour la conférence de San-Francisco, quel programme ! Nous aurions tous les petits pays exportateurs de singes derrière nous. Hélas ! plus de singeries, rien que de la sincérité ! Notre ami Bidaud parlera de l'interdiction des boîtes de nuit, de la fermeture des maisons de tolérance, de la suppression du privilège des bouilleurs de cru, de la réglementation des cafés, et j'en laisse. En toutes ces mesures réside l'essentiel de la transformation profonde de la société.

Changeons de disque. Nous en avons par-dessus la tête de la lutte contre les trusts, de la poursuite de la guerre, de la mobilisation du peuple. Ce qui change l'esprit d'un pays, on sait bien que ce sont les mesures policières et les sermons moraux. A la crise morale d'une jeunesse qui veut agir et qui est déçue, une solution : le patronage. Objectif : Une petite gaité naîsse à fleur de peau. Voici les hommes de l'avenir, les constructeurs, les énergiques, les hommes à l'esprit lucide qui feront une France que tout le monde respectera dans l'univers. De Londres, le porte-parole de la France combattante nous appelle au meurtre, aujourd'hui, il nous parle des maisons de tolérance : sic transit gloria mundi.

Et, pourtant, puisqu'il ne faut pas rompre l'union de la Résistance, Monsieur le Président du Gouvernement provisoire de la République, fermez le zoo de Vincennes.

L'INNOCENT.

Forces Françaises inemployées

« Comment la Convention aurait-elle pu, sans pérorer, humilier ce Mouvement national où était le meilleur de sa force militaire ?... »

» Elle ne pouvait pas non plus enlever à ces jeunes hommes qui, avant l'heure des réquisitions, avaient répondu librement à l'appel de la patrie, le droit de choisir leurs chefs immédiats. Elle aurait répondu à la confiance par la défiance, à l'élan par le dédain. »

Ces phrases de Jaurès, parlant des volontaires de 91, ont été invoquées lors du débat qui a eu lieu devant l'Assemblée consultative sur l'intégration des cadres F.F.I. dans l'armée nouvelle.

Les volontaires de la résistance et de l'insurrection nationale sont plus modestes que leurs aînés d'il y a cent cinquante ans, ils ne demandent pas le droit d'élire leurs chefs ; la résolution adoptée à l'unanimité par l'Assemblée consultative demande seulement, qu'en prenant toutes les garanties d'authenticité, de moralité, d'âge et de compétence, on ne rejette pas les cadres nécessaires à la constitution d'une grande armée nationale et républicaine.

Les leçons de l'histoire ne semblent pas retenir l'attention de notre ministre de la Guerre, qui n'a même pas jugé bon de dire son avis sur le texte qui était soumis à l'Assemblée. Le dédain du ministre qui accueille l'élan des délégués a tout de même été sanctionné par l'Assemblée, qui n'a pas ménagé son silence désapprobateur aux déclarations de M. Diethelm.

Ce vote unanime pose une fois de plus une question qui mérite réponse ; l'Assemblée n'est pas élue, les délégués n'y ont pas été envoyés par le peuple souverain, et elle ne peut — avant que le peuple se soit prononcé — déclarer parler en son nom, elle ne le peut pas davantage que le gouvernement provisoire de la République. Mais elle représente tous les grands partis, les grands syndicats, les mouvements de résistance, les délégués de la France d'outre-mer.

Sans une voix discordante dans son sein, elle vient de se prononcer sur un problème important de l'organisation de notre armée et de notre politique de guerre.

Est-il possible, qu'il ne soit pas tenu compte de son avis ? Est-il possible que l'on puisse continuer une politique qui va directement à l'encontre de l'avis exprimé par tous les représentants de tou-

tes les « familles spirituelles » représentées au sein de l'Assemblée ?

Nous ne posons pas cette question pour le seul plaisir d'établir des responsabilités. Il est pourtant vrai que les populations de nos villes et de nos campagnes ne se perdront pas dans les subtilités juridiques pour demander des comptes aux délégués de l'Assemblée qui, au côté du gouvernement, est la seule expression légale de la démocratie française.

Il est bon que sur un problème de cette importance elle ait donné son avis. Il est bon aussi qu'elle ait été absolument unanime à le faire. Mais il est plus important encore d'obtenir que sa résolution soit prise en considération ; le vote intervenu signifiait que la politique suivie jusqu'à ce jour était contraire à la nécessité urgente de constituer une grande armée.

★

L'Assemblée, en votant le texte complet et précis proposé par sa Commission de la Défense nationale qui ne faisait que reprendre les projets de la direction F. F. I. — prématurément supprimée — a établi qu'il était possible, en s'entourant de toutes les garanties nécessaires, d'utiliser des milliers

par

Matrice KR EGEL-VALRIMONT

Rapporteur à la Commission de la Défense
Nationale à l'Assemblée Consultative

d'officiers F. F. I. jusqu'ici négligés (Censuré)

On a dit que « gouverner » était « prévoir » et on ne comprend pas comment le ministre détenant le portefeuille essentiel de la Guerre puisse déclarer, comme M. Diethelm l'a fait à la tribune de l'Assemblée, que le problème de l'admission dans l'armée active des officiers F. F. I. n'est pas actuel parce que nous ne savons pas encore quelle sera notre armée future.

Nous ne chercherons pas chicane au ministre de la Guerre pour cette déclaration qui pourrait caractériser une « politique à la petite semaine », mais, dans la mesure où cette absence de prévision conduit à diminuer la place que nous pouvons prendre parmi les grandes puissances alliées, nous nous élèverons, avec force, contre cette politique.

Il n'est pas utile de citer des cas qui établissent la méfiance, le dédain qu'on manifeste aux cadres issus du combat clandestin. Il n'est pas utile de rapporter les humiliations qu'on inflige à ces combattants héroïques et modestes, il y faudrait un recueil. On est d'autant plus navré qu'en compensation de ces injustices on ouvre la porte à des hommes qui ont démérité, et je ne saurais mieux faire que de citer Pascal Copeau qui, parlant à l'Assemblée de l'affaire de Maubeuge, a déclaré : « Il y a eu un procès, qui avait certainement une cause : « il s'agissait d'un officier qui avait manqué, au sens technique du mot, à la discipline. Nous avons vu face à face deux hommes : l'un s'appelle Prosper ; l'autre, qui s'appelle Pulcinelli —

(Censuré)

— présidait le tri-

bunal.

« Entre ces deux hommes, il y a un monde. Il faut choisir, il n'y a aucune possibilité d'accorder Prosper et Pulcinelli. Pour notre part, au péril de notre vie, depuis longtemps nous avons opté « pour Prosper. »

★

Il n'est pas possible de faire le silence sur notre politique de guerre.

Il ne faut pas craindre de répéter que c'est elle qui conditionne, pour l'essentiel, notre place dans le monde.

Le chemin qui conduit à Berlin et au cœur de l'Allemagne, où se trouvent encore des millions des nôtres, passe par des champs de bataille.

Le chemin qui conduit aux grandes conférences internationales ne sera vraiment libre que quand la France, par son effort, aura pris la place qui lui revient ; il faut écarter de ce chemin les derniers flots de résistance allemands qui restent sur notre territoire et il faut supprimer les séquelles de la trahison

(Censuré)

Ce n'est pas nous qui jetterons la suspicion sur

l'ensemble du corps de nos officiers et nous connaissons des officiers d'active qui se voient imposer, la rage au cœur, des mesures qu'ils estiment contraires à l'intérêt du pays.

La France serait immédiatement diminuée, si elle faisait figure dans le monde de mécontente oisive, comme en ont connu les périodes de décadence.

Elle serait ridicule en prenant l'allure de l'enfant boudeur, qui ne joue plus parce qu'on ne lui donne pas une pelle assez grande.

De la politique de Munich à la trahison de 1940, il y a une logique fatale. La politique du retour à la grandeur comporte une autre logique à laquelle on ne peut manquer sans compromettre notre avenir.

Les forces françaises libres comme les combattants de l'intérieur ont appris à se mesurer à l'ennemi avec de faibles moyens.

Ils ont dû adapter leurs efforts aux conditions du combat et leur tactique aux moyens dont ils disposaient. Dans cette expérience difficile, ils ont appris qu'il était toujours possible de refuser la servitude.

Ils ont accepté les sacrifices nécessaires pour épargner la déchirure à leur pays trahi. Et ils ont appris, du même coup, que c'est dans le combat que se gagne le droit à la vie.

Au moment du débarquement, comme pendant les quatre années de l'occupation, le vieux traître Pétain nous invitait à l'inertie pour éviter les risques. Et nous frémissions d'indignation quand nous entendons que notre demande de continuer l'effort de la France renaissante est interprétée comme une invitation à la jeunesse de France d'aller, poitrine nue, au massacre.

La résistance à l'opresseur ce n'était pas l'aventure. C'était la sagesse. C'était la meilleure sauvegarde de la vie et des biens des Français.

Il est vrai qu'au moment précis où il fallait toucher toutes les énergies pour l'insurrection nationale, alors que nous avions l'honneur de commander les F. F. I. sur le territoire national, nous recevions de Londres le surprenant télégramme qui disait : « Freinez la guérilla, je répète : freinez la guérilla. »

Le général qui avait le privilège de commander à l'intérieur les Forces françaises de l'intérieur manifestait ainsi une incompréhension

(Censuré)

Mais avec l'appui de tout le peuple, nos combattants affrontèrent les chars et, faute des armes qu'on avait oublié de leur donner, ils arrachèrent celles de l'ennemi et participèrent glorieusement à la libération.

Aujourd'hui, la sagesse est dans la participation la plus active, la plus enthousiaste à l'écrasement de l'Allemagne hitlérienne.

C'est dans les immenses possibilités de renouvellement qu'offre le peuple tout entier, que la France a trouvé le ressort de la résistance.

En essayant comme on le fait d'expulser des cadres de l'armée les hommes qui ont fait preuve des plus belles qualités de patriotisme et de courage, on risque de briser ce ressort sans lequel il n'est pas de renaissance française.

Et, parce que nous ne voulons pas que la France soit une nation décadente et de troisième ordre, nous continuons avec patience et sans trêve à travailler à l'organisation d'une grande armée nationale et républicaine.

Tous,

JEUDI 29 MARS, à 20h. 30

Grande Salle de la Mutualité :

Le procès de Wendel contre « action »

PRENDRONT LA PAROLE :

M. Kriegel-Valrimont,
Directeur d'« action »,
Membre de l'Assemblée
Consultative

M. Marcel Duferiche,
Secrétaire administratif
de la C. G. T.

M. Jurgenssen,
Membre de l'Assemblée
Consultative et du Comité
Directeur du M. L. N.

M. Emmanuel d'Astier
Ancien Ministre,
Membre de l'Assemblée
Consultative et du Comité
Directeur du M. L. N.

M. Pierre Villon,
Membre de l'Assemblée
Consultative
Secrétaire Général
du Front National.

M. Joe Nordmann,
Avocat à la Cour.

LES ACCUSATEURS SONT INVITES.



— Permettez-moi de vous donner un conseil. J'étais de la Gestapo...

Le scandale des prisonniers

(Suite de la première page)

Or, qu'apprenons-nous ? Pour citer encore notre ami Stibbe, un directeur de l'administration centrale aurait déclaré : « Les prisonniers ne quitteront l'Allemagne que selon un rythme fixé par un accord frontalier entre les alliés et nous et un cordon frontalier de gardes mobiles refoulerait ceux qui seraient tentés de rentrer en France par leurs propres moyens. »

Un cordon frontalier de gardes mobiles refoulerait ! Il nous semble avoir déjà entendu cela quelque part. Mais au fait, n'y a-t-il pas au ministère des Prisonniers des postes importants occupés par des hommes du service Masson et du service Bruneton, dont nous avons déjà entendu parler sous Vichy ? Ils connaissent évidemment la question des prisonniers et des travailleurs déportés. Mais nous préférons nous priver de leur compétence, comme de la sollicitude de ceux qui voient dans les rapatriés moins des hommes libres que des troupes à encadrer.

Entre le peuple et ses prisonniers, il ne doit pas y avoir l'écran d'une armature hostile de formalités inhumaines et blessantes, mais seulement le concours d'une administration parfaite. Il faut que, du premier coup, le rapatrié se sente chez lui dans la France transformée. A la Résistance, à la nation tout entière d'y veiller.

V. L.

LE PROCÈS d'action

éclaire certains aspects de la situation politique en France

ONDRES, le 18 mars. — Dans un article intitulé « La vérité sur la France », le journaliste anglais David Raymond écrit dans le Reynolds News :

Les Français croyaient que la libération signifierait que la France pourrait prendre sa place dans la guerre contre l'Allemagne.

Ils ont maintenant le sentiment qu'on les tient à l'écart à la fois de la guerre et de l'organisation de la paix, que leur pays est jugé indésirable, sinon comme champ de bataille, et qu'on ne permet guère à la France que de continuer son petit bonhomme de chemin. Ils ont le sentiment que les Alliés ont toujours dans l'esprit la France de 40.

Or, il est loin d'être vrai que la France ne tienne pas sa place dans la guerre. Elle a un million d'hommes sous les armes (en théorie du moins, car en fait un grand nombre de ses

REYNOLDS NEWS

SUNDAY CITIZEN

soldats n'ont pas encore d'armes), par les prestations qu'elle fournit aux Alliés et qu'on peut évaluer à 75 millions de livres sterling par mois, elle s'impose une lourde charge.

Quand il n'y avait ni feu ni lumière dans les hôpitaux et dans les foyers de Paris, les mineurs français envoyaient aux armées 50.000 tonnes de charbon par semaine, et maintenant le double.

Tandis qu'on manquait de moyens de transport pour acheminer le lait et le beurre, 40 pour 100 du trafic routier et ferroviaire français était réservé au front.

Pour couronner le tout, la situation politique révèle des tendances significatives.

Je suis allé rendre visite un jour au directeur d'un hebdomadaire de la Résistance. Il me raconta avec ironie et avec indignation à la fois que le matin même son journal avait été assigné en justice pour diffamation, par un capitaine d'industrie, membre d'un trust que la Résistance accuse de collaboration avec les nazis. Pendant des mois, ces gens se sont tenus tranquilles, ils n'osaient pas se manifester au grand jour, mais maintenant ils se sentent assez rassurés pour trainer devant les tribunaux les chefs des mouvements de la Résistance.

La « droite », les capitalistes, les gens qui ont amassé des fortunes sous l'occupation allemande et craignent de se voir dépouiller reprennent confiance de jour en jour. Ils tentent même de s'annexer le général de Gaulle sous le prétexte de la légalité et du constitutionnalisme. La « gauche » dénonce cette tentative qu'elle qualifie de « néo-gaullisme ».

VERS l'Unité Nationale en Chine ?

« Si nous exprimons ainsi notre credo politique, c'est parce que nous constatons, d'une part, que le peuple, dans son ensemble, désire que le Président Tchong Kai Chek continue de servir notre pays comme président et commandant en chef et, d'autre part, parce que nous croyons que tous les partis (tant le parti Kuomintang, que le parti communiste chinois et les autres partis) s'abstiendront de disposer d'une armée et deviendront des partis strictement politiques, quand le constitutionnalisme sera établi. »

« Il ne faut pas oublier qu'un seul parti, lorsque la Constitution sera promulguée, ne sera pas toujours au pouvoir et qu'il devra être soumis à la loi. La conséquence logique à tirer de ces deux faits est que le président Tchong Kai Chek n'est pas seulement le chef d'un parti mais qu'il reste le chef de toute la nation. Le Kuomintang a à son actif un noble passé. Il a un bon conducteur et les principes de base qui sont les siens, sont ceux de toute la nation. Il conservera probablement sa place comme premier parti du pays. L'accès d'autres partis dans le gouvernement n'empêchera pas que le parti du Kuomintang ne reste en tête. On ne peut contester ces deux faits. De telles circonstances font voir quelle bénédiction sera pour toute la nation, et pour tous les partis, de réaliser l'unité et de faire preuve de solidarité, sous la présidence du président Tchong Kai Chek et du Kuomintang, en faisant aussi preuve de tolérance et d'indulgence. »

Takungpao (Tchoungking).

Ubu-Roi au Palais de Venise où comment on s'en va-t-en guerre

Le Duce. — Le but de cette réunion est de définir les modalités de l'action — dans son caractère général — que j'ai décidé de commencer contre la Grèce.

Cette action, en un premier temps, doit avoir des objectifs ayant un caractère maritime et un caractère territorial.

Les objectifs de caractère territorial doivent nous amener à la prise de possession de toute la côte méridionale albanaise. Ce sont ceux qui doivent nous donner l'occupation des îles Ioniennes, Zante, Céphalonie, Corfou et la conquête de Salonique.

Quand nous aurons atteint ces objectifs, nous aurons amélioré nos positions dans la Méditerranée par rapport à l'Angleterre.

En un second temps, où en même temps que ces actions, l'occupation intégrale de la Grèce, afin de la mettre hors de combat pour nous assurer qu'en toutes circonstances elle restera dans notre espace politico-économique.

La question ainsi présentée, j'ai fixé même la date qui, à mon avis, ne peut pas être retardée d'une heure : le 26 de ce mois.

C'est là une action que j'ai préparée pendant de longs mois : avant notre participation à la guerre et même avant le commencement du conflit.

Les objectifs et la date étant fixés, il s'agit maintenant de voir les autres aspects de la situation de manière à pouvoir d'après eux arrêter les mesures à prendre. (Il invite le lieutenant-général d'Albanie à exposer la situation telle qu'il la voit.)

Jacomoni. — L'Albanie attend cette action anxieusement. Le pays est impatient et plein d'enthousiasme. On peut même affirmer que l'enthousiasme est si vif que, ces derniers temps, on a ressenti quelque déception parce que l'action n'a pas encore commencé.

Le Duce. — Quel est l'état d'esprit de la population en Grèce ?

Jacomoni. — Elle semble très profondément déprimée.

Ciano. — Il y a une scission nette entre la population et une classe dirigeante politique et ploutocratique qui anime la résistance et maintient vivant l'esprit anglais dans le pays.

Ce n'est là qu'une classe très peu nombreuse et très riche, tandis que le reste est indifférent à tous les événements, y compris notre invasion.

Jacomoni. — Une grande impression a été produite dans la population par les informations que j'ai fait répandre sur le niveau élevé des salaires en Albanie.

Le Duce invite le général Visconti-Prasca à exposer la situation militaire.

Visconti-Prasca. — Nous avons préparé une opération contre l'Epire qui sera prête pour le 26 courant et qui se présente sous des auspices très favorables.

La situation de l'Epire n'offre guère aux autres forces grecques la possibilité d'intervenir car, d'une part il y a la mer, et de l'autre une infranchissable bande alpine. Ce terrain nous permet une série d'encerclements des forces grecques — évaluées à environ 30.000 hommes — ce qui permet l'occupation de l'Epire dans un délai rapide, de dix à quinze jours.

Cette opération — qui pourrait nous permettre de liquider toutes les forces grecques — a été préparée jusque dans ses moindres détails et elle est parfaite autant qu'il est humainement possible de l'être.

Le Duce. — La date du commencement des opérations peut être avancée, mais non reculée.

Visconti-Prasca. — L'esprit des troupes est excellent ; l'enthousiasme est porté au plus haut degré. Je n'ai jamais eu à me plaindre des troupes en Albanie. La seule manifestation d'indiscipline que j'ai constatée a été celle d'officiers et de soldats qui avaient un désir excessif d'avancer et de combattre.

Le Duce. — Combien de forces avez-vous ?

Visconti-Prasca. — Environ 70.000 hommes, plus les bataillons spéciaux. Sur les troupes que nous avons devant nous — environ 30.000 hommes — notre supériorité est dans un rapport de deux à un.

Le Duce. — Savez-vous quel est le moral des soldats grecs ?

Visconti-Prasca. — Ce ne sont pas des gens qui aiment à se battre.

Le Duce. — Et maintenant, autre chose encore ! La date une fois fixée, il s'agit de savoir comment nous donnerons l'apparence de la fatalité à cette opération. Une justification de caractère général est que la Grèce est aliée de nos ennemis, lesquels se servent de ses bases, etc., mais il faut cependant un incident qui nous permette de dire que nous entrons pour rétablir l'ordre. Si vous faites naître cet incident, tant mieux, mais si vous ne le déterminez pas, tant pis !

Jacomoni. — Je peux faire quelque chose sur les frontières : des incidents entre les Tchamouriotes et les autorités grecques.

Visconti-Prasca. — Nous avons préparé des

armes et des bombes françaises pour arranger une fausse attaque.

Le Duce. — Tout cela a pour moi une valeur absolument négligeable. C'est pour faire un peu de fumée. Toutefois, il serait préférable que vous puissiez agir de manière qu'il y ait de quoi allumer la mèche.

Ciano. — Quand voulez-vous que l'incident se produise ?

Le Duce. — Le 24.

Ciano. — Le 24, l'incident se produira.

Le Duce. — Personne ne croira à cette fatalité : mais dans une justification de caracté-

Le 15 octobre 1940, au XVIII du fascisme, à onze heures du matin, une réunion se tenait dans le cabinet du conseil du Duce, au Palais de Venise. A cette réunion assistaient le Duce, Ciano, Badoglio, Soddu, Jacomoni, Roatta, Visconti-Prasca.

Roatta, dont le procès s'est ouvert récemment à Rome et qui est responsable de l'assassinat des frères Roselli, dirigeait la police secrète de Mussolini.

Visconti-Prasca était chargé de la préparation de la guerre contre la Grèce.

Jacomoni était lieutenant-général du royaume en Albanie et amant d'Edda Mussolini, femme de Ciano.

Le compte rendu de la séance a été sténographié par le lieutenant-colonel Trombetti. Ce texte, dont la bouffonnerie fait irrésistiblement penser au Conseil d'Ubu-Roi, ne doit pas faire oublier les conséquences tragiques qu'eut cette expédition pour la Grèce et pour l'Italie elle-même.

tère théorique, on pourra dire qu'il fallait en finir.

Ce qu'il faut dans ce genre d'opérations, c'est agir avec la plus grande décision, car c'est là le secret du succès, même à l'égard de ceux qui pourraient constituer les secours étrangers.

Il faut donner cet alibi de manière qu'on puisse dire : « Il n'y a rien à faire. Voulez-vous aller au secours de ces gens qui sont battus ? »

Voilà le raisonnement que les Turcs pourraient faire, l'opinion à laquelle les Anglais, eux aussi, jugeraient peut-être convenable de se ranger.

Visconti-Prasca. — L'opération a été préparée de manière à donner l'impression d'un revers écrasant en quelques jours.

Le Duce. — En raison de la responsabilité

que j'assume en cette affaire, je vous dis de ne pas vous préoccuper excessivement de ce que pourraient être les pertes. Tout en prenant soin, au point de vue humain, de la vie du moindre soldat. Je dis cela parce qu'il arrive quelquefois qu'un chef s'arrête à cause des graves pertes qu'il a subies.

Visconti-Prasca. — J'ai ordonné que les bataillons attaquent toujours, même contre une division.

Le Duce. — Pour apporter plus de clarté dans tout cela, je demande comment l'on voit la marche sur Athènes après l'occupation de l'Epire.

Visconti-Prasca. — Je ne crois pas qu'elle présente beaucoup de difficultés. Un groupe de cinq à six divisions serait suffisant.

Le Duce. — Il me semble maintenant que les idées sont en train de se préciser. Opération en Epire. — Salonique. — Observation de ce qui peut se passer en raison de l'intervention bulgare que je juge probable. Je suis pleinement d'accord pour l'occupation d'Athènes.

Visconti-Prasca. — D'ailleurs, au fond, en étant à Athènes, nous coupons la Grèce en deux ; et nous pouvons aller à Salonique en partant de la capitale.

Le Duce. — Du point de départ de l'occupation de l'Epire jusqu'à Athènes, quelle distance y a-t-il ?

Visconti-Prasca. — 250 kilomètres, avec un réseau routier moyen.

Le Duce. — Et le terrain, comment est-il ?

Visconti-Prasca. — Des collines élevées, après, calcinées.

Le Duce. — Et les directions des vallées ?

Visconti-Prasca. — Est-ouest, c'est-à-dire dans la direction d'Athènes.

Le Duce. — Cela, c'est important.

Roatta. — C'est vrai jusqu'à un certain point, car il faut traverser une chaîne de montagnes de 2.100 mètres d'altitude. (Il montre au Duce une carte du pays.)

Visconti-Prasca. — Ce sont des terrains sur lesquels il y a une quantité de sentiers muletiers.

Le Duce. — Vous les avez parcourues, ces routes ?

Visconti-Prasca. — Oui, souvent.

Le Duce. — Je crois que nous avons examiné tous les aspects du problème.

Badoglio. — Les détails seront fixés par l'état-major de l'armée.

Le Duce. — Résumons : offensive en Epire ; observation et pression sur Salonique ; et, en un second temps, marche sur Athènes.

ON NOUS ÉCOUTE

par I. F. STONE

Pendant la crise de Mandchourie, le Japon a pu dresser l'Angleterre contre les Etats-Unis. Pendant la crise autrichienne, l'Allemagne a pu dresser l'Angleterre contre la France. Pendant la crise éthiopienne, l'Italie a pu dresser la France contre l'Angleterre. Pendant la guerre civile espagnole, l'Axe a pu dresser l'Angleterre, l'Amérique et la France contre la Russie.

La leçon qui se dégage du passé, c'est qu'une troisième tentative de conquête du monde par l'Allemagne ne peut être évitée que si le Reich ne peut plus diviser les grandes puissances, et les dresser les unes contre les autres. Les accords de Yalta et de Dumbarton Oaks ont été pris dans cet esprit. Churchill et Roosevelt ne se sont pas réunis à Yalta pour établir des plans destinés à empêcher une guerre hypothétique. Ils sont trop occupés pour perdre leur temps à cette stratégie en chambre. Les accords avec Staline ont été pris pour répondre à une question grave et immédiate : comment pouvons-nous empêcher les grandes puissances de l'Axe de déclencher une troisième guerre mondiale ?

L'unité alliée mettrait fin à tout espoir pour le Reich d'un retour offensif. La stratégie allemande la plus efficace, c'est celle qui consiste à jouer sur les deux tableaux traditionnels : la peur du croquemitaine communiste dans l'Ouest, et la peur du croquemitaine capitaliste en Russie. D'un côté, on chuchote : « Qu'arrivera-t-il si l'U. R. S. S. attaque ? » Et de l'autre on murmure : « Qu'arrivera-t-il si l'organisation nouvelle ne devient que l'instrument d'un encerclement capitaliste, d'une croisade contre l'Union Soviétique ? »

Ce ne sont pas des arguments théoriques qui empêcheront la résurrection alle-

mande, et qui permettront d'établir les bases d'une paix future, ce sont l'action commune des grandes puissances et de leurs peuples, les concessions mutuelles — indispensables à toute coopération — qu'elles se feront pour essayer de comprendre leurs points de vue réciproques, et ne pas perdre de vue le but essentiel. Ce but essentiel, c'est d'être sûrs que nous n'aurons pas à recommencer cette guerre sanglante.

Ce point de vue peut paraître trop brutal aux idéalistes, bien que nous pensions qu'il tombera sous le sens commun pour la majorité des gens.

Aux idéalistes, nous proposons une suggestion. Rien n'unit mieux les hommes et les peuples qu'un danger commun. Seule la nécessité de lutter contre un ennemi commun vint finalement, au cours de l'été 1941, à bout de la méfiance qui existait entre l'Union Soviétique communiste et les puissances occidentales capitalistes. La nécessité d'éviter un danger commun (une troisième tentative de l'Allemagne de conquérir le monde) est le ciment dont dépend la continuation de notre action commune dans le futur.

En nous appuyant sur cette base réaliste, nous pouvons faire naître la confiance mutuelle, et nous servir de l'expérience acquise pour bâtir un meilleur ordre international. C'est seulement dans une telle atmosphère que l'on peut dissiper les doctrines de souveraineté, rendre archaïques les vetos des grandes puissances. La nouvelle organisation du monde doit être perfectionnée en pratique, non en théorie.

Et, pendant le débat, nous ne devons pas oublier que l'on nous écoute à Berlin et à Tokio.

(Pm. New-York.)

LES ÉVÉNEMENTS INTERNATIONAUX

La onzième heure

On sait assez l'histoire en France des F.F.I. de septembre. On voit maintenant prôner le ralliement des vichystes « repentis », des collaborateurs « abusés », des officiers de marine « qui ne connaissent que la France » et pas son régime, fût-il de terreur et de déshonneur. Mais voici que la vague des ralliements de septembre gagne l'Allemagne elle-même après avoir submergé l'Italie. En Suisse, allemands, des éléments nazis, encore en liaison avec Berlin, agents du D.N.B., de la Transocéan, des organismes économiques nationaux-socialistes, constituent des groupes d'action en faveur du IV^e Reich et un Comité de l'Allemagne libre nouveau style, tandis que les véritables combattants antihitlériens sont toujours dans les camps de concentration. En Italie, un mystérieux parti d'unité prolétarienne (?) réunit des épaves du socialisme sous la direction d'anciens squadristes, en Grèce le parti de l'indulgence pour les traîtres se montre impitoyable pour les patriotes « rebelles », impitoyable pour la démocratie. En Espagne, Franco continue de manœuvrer pour sauver son régime et tandis que Maura prépare la « transition », le gouvernement de Madrid lance le bruit, par l'intermédiaire de l'agence Reuter, d'une éventuelle déclaration de guerre de l'Espagne... au Japon. Le Comité polonais de Londres est toujours là, ses agences submergent la presse mondiale d'un flot de nouvelles antisoviétiques tandis que les hommes de Mihailovitch continuent à intriguer dans les capitales européennes. Aux Etats-Unis, les milieux isolationnistes exploitent les moindres signes de lassitude pour répandre le mot d'ordre « To hell with Europe » (Au diable l'Europe). A Bucarest, les ministres fascistes, chassés par la révolte populaire, trouvent asile dans une ambassade alliée, à Rome, l'évasion du général Roatta vient curieusement mettre fin à un procès qui eût pu révéler de quelles étranges complicités la politique agressive de Mussolini avait bénéficié.

Voilà bien les signes du Thermidor européen tenté par cette faction qui ne peut pas se résoudre à accepter que la guerre de libération prenne tout son sens. C'est la même faction que l'unanimité de Yalta a plongée dans la consternation et qui ne désespère pas de brouiller les cartes à San-Francisco.

Camouflage de la trahison, camouflage des nazis « repentis », liquidation des aspirations sociales qui avaient inspiré et inspiraient encore l'effort de guerre des peuples libres et pour couronner le tout, les projets commerciaux les plus sordides. L'appel pathétique du général de Gaulle à la résistance indochinoise est accueilli avec froideur par une partie de la presse américaine. Le Baltimore Sun, qui s'est fait l'avocat du mandat « international » sur les colonies, se demande si la résistance héroïque de nos soldats en Indochine n'est pas « prématurée » et l'isolationniste Washington Times Herald se penche avec sollicitude sur le problème de la libération du peuple indochinois qu'il voudrait bien voir doter d'un statut analogue à celui des Philippines. Le journal new-yorkais P.M., au contraire, dénonce courageusement la présence à Paris d'un groupe d'hommes d'affaires américains chargés par le gouvernement des Etats-Unis de traiter des questions de l'Allemagne occupée, et parmi eux : Paul Mellon et David Bruce, de l'« Aluminium of America », Alfred Dupont de Nemours, Spencer Morgan, de la banque Morgan, Irving Sherman, vice-président de la Becker et antérieurement chef du bureau de cette firme à Berlin, etc... La présence en Europe de ces chefs du capitalisme américain, qui eurent avec la grande industrie allemande des contacts étroits avant la guerre, est assez étrange si l'on songe qu'un des moyens que les nazis envisagent d'employer pour faire renaître l'impérialisme allemand après la défaite est justement l'exportation des capitaux allemands vers l'hémisphère américain sous le couvert de la constitution de cartels internationaux. En vérité, tout se passe comme si une vaste conjuration s'organisait pour empêcher la guerre des peuples pour leur libération de prendre tout son sens. Ce que nous avons vu en France : mise en sommeil du plan du C.N.R., lenteurs de l'épuration, campagne de « conciliation », oubli du passé, mise à l'écart progressive des forces populaires sous le prétexte spécieux de la « technicité », reprise en main progressive de l'économie par les hommes des trusts camouflés dans les organismes de l'économie dirigée, va être tenté à l'échelle mondiale. Il ne suffira pas de dénoncer ces manœuvres pour en paralyser les effets. Il faut faire l'union des peuples contre les repentis et les intrigants de la onzième heure, pour l'écrasement total du fascisme, le châtiement des criminels de guerre et la liquidation des trusts internationaux. Il faut faire l'union de la résistance européenne contre le Thermidor des trusts et pour cela entretenir des contacts étroits avec l'opinion progressiste britannique, défendre la République espagnole, aider les hommes du maquis italien du Nord et les partis démocratiques du Sud, soutenir les efforts du Comité de l'Allemagne libre pour l'Ouest, appuyer le gouvernement de Varsovie.

Il faut qu'à la conjuration des trusts et de la réaction mondiale qui prétend, à l'aube de la victoire, vider la guerre de libération d'une partie de son sens, réponde l'union agissante des peuples décidés à prendre à la lettre les promesses qui leur ont été faites en des temps plus sombres.

P. COURTADE.

Faits divers américains

San Juan Capistrano, Calif. — L'annonce suivante a paru dans le journal « Coastline Dispatch » (Dépêche côtière) : « Avis. Absolument plus de baptêmes dans mon pâturage. A deux reprises au cours des deux derniers mois, des chrétiens ont laissé ma grille ouverte. Je ne veux pas être obligé de poursuivre mes génisses par toute la campagne, et il m'est égal que tous les pêcheurs aillent en enfer. »

Providence, Rhode Island. — Un monsieur se trouvant souffrant, tendit le bras pour prendre un cachet d'aspirine, et avala à la place une pilule destinée aux pétunias que cultivait sa femme. Pris de panique, il fit venir un expert d'agriculture qui l'informa qu'il avait simplement avalé l'équivalent de 130 boisseaux de crottin et qu'il ne devait pas s'en faire.

Pacifique Sud. — Les membres d'une unité australienne qui devait prendre la défense d'une base américaine apprirent, par courtoisie, à conduire à droite plutôt qu'à gauche. L'arrivée des troupes américaines entraîna un embouteillage de la circulation, car de leur côté, elles avaient appris par courtoisie à conduire à gauche.

LA DIPLOMATIE DE LA FRANCE NOUVELLE

Pour le seconder, le général a trouvé une équipe de collaborateurs qui s'inspirent de conceptions apparentées aux siennes. Diplomates de carrière, hauts fonctionnaires ou officiers, ils viennent du même milieu social que le chef du gouvernement provisoire. Ce sont des conservateurs-nés que l'expérience a pourvus d'une forte dose de convictions démocratiques et qui

Georges Bidault. S'étant trompé sur les chances d'un rapprochement avec l'Allemagne, il prit résolument le contre-pied de son opinion précédente. Jadis champion d'une intervention française en Espagne, du côté des républicains, il n'a pas hésité à établir des rapports très corrects avec les plénipotentiaires de Franco. Ancien président du Conseil de la Résistance, il figure parmi les défenseurs les plus énergiques d'un rétablissement intégral de la légalité pure.

Venu de l'enseignement et du journalisme, disposant d'une expérience fort mouvementée des questions sociales et politiques intérieures, le ministre des Affaires étrangères manque peut-être de routine diplomatique proprement dite. Il n'a pas passé par l'école des salons et des ambassades ; il ignore beaucoup des subtilités et des subtilités inhérentes au ressort qu'il dirige. Pour lui épargner des mésaventures sur ce terrain scabreux, M. Bidault peut faire appel aux fonctionnaires réguliers du Quai d'Orsay, dont une cohorte assez nombreuse a échappé aux épurations successives. Les gens de la Carrière occupent même la presque totalité des postes de second et de troisième plan, dans les bureaux de la centrale comme dans les services extérieurs. Ils veillent donc à la continuité des traditions, aux privilèges diplomatiques et aux préséances, aux mondanités et aux formules du protocole.

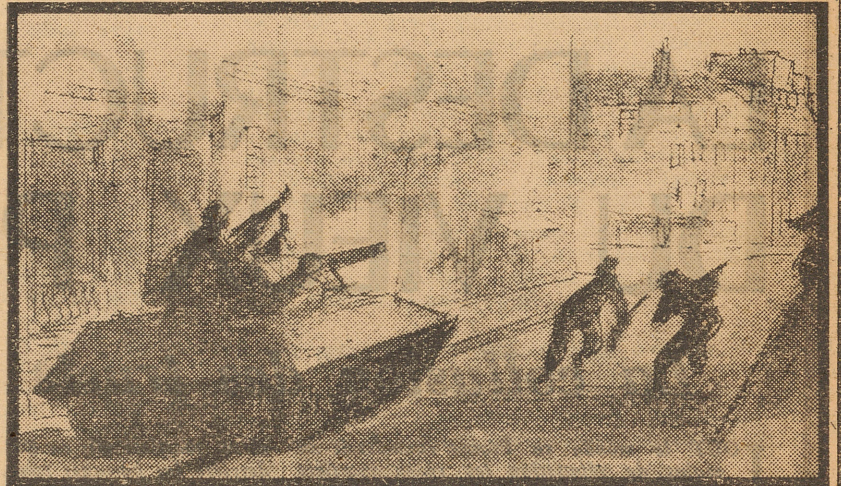
Liberté Fribourg

tâchent de sauver pour un monde nouveau les survivances les plus précieuses d'un grand passé. Ce sont aussi, presque tous, des chrétiens pratiquants, qui ne sauraient s'inféoder à un amoralisme tel que le préconisent dans le domaine de la politique internationale les adeptes contemporains du Machiavel.

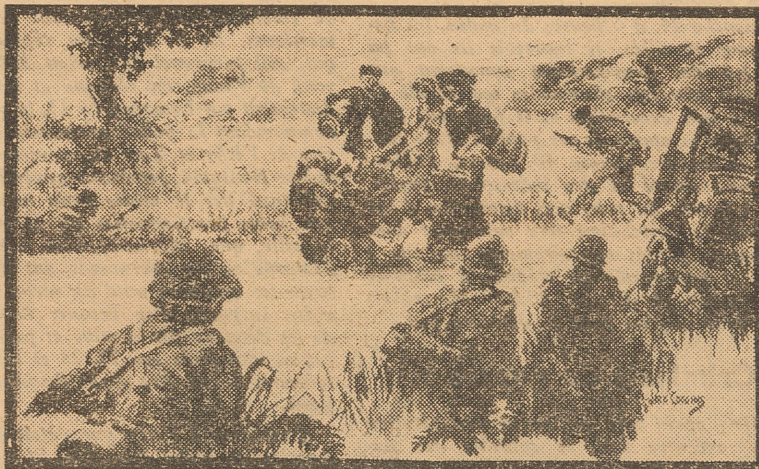
Le ministre des Affaires étrangères, M. Bidault, a même gagné sa renommée de publiciste en attaquant cette « primauté du politique », voire la domination absolue de l'égoïsme national, dont M. Charles Maurras s'était affirmé le porte-parole. Nul n'égala, par sa connaissance approfondie des problèmes européens, M.

LES AMÉRICAINS NOUS REGARDENT

Carnets d'esquisses de correspondants de guerre.
Croquis de soldats parus dans des publications américaines.
C'est la France vue par des yeux neufs.



L'entrée dans Paris (John Groth, « Washington Post »).



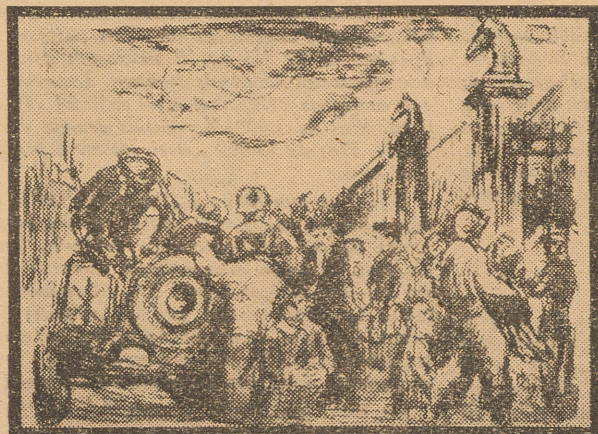
L'impassibilité des populations françaises dans la bataille a vivement frappé les soldats américains (John Coggins Yank).



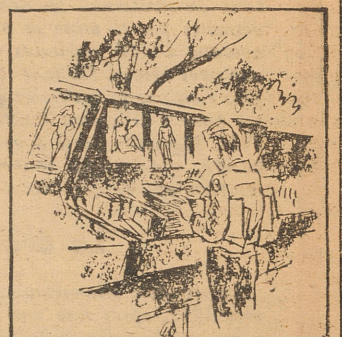
Il y avait toujours des Allemands dans toutes les directions (John Coggins, « Yank »).



L'agent
La moustache est le symbole de l'autorité, en France.
« New-Yorker »



Retour des civils de La Haye-du-Puits (Aaron Bohrod, « Life »).



Les quais
C'est un souvenir de Paris souvent évoqué, peut-être à cause des estampes...
« New-Yorker »

En 1940, les Allemands voulurent nazifier l'Alsace...

IMMEDIATEMENT après l'occupation de l'Alsace, la Wehrmacht fit place à l'autorité civile et au parti national-socialiste en vue de germaniser aussi rapidement que possible « ce pays de race, de culture et de langue allemandes ».

Ce fut avec une promptitude et une brutalité déconcertantes que l'on passa aux actes :

Pression sur les esprits par une propagande perfide réalisant, par les voies de la force et du machiavélisme, l'emprise sur toutes les catégories de personnes, et particulièrement sur la jeunesse, mise à l'écart, et suppression de tout élément « sui generis » rappelant, de quelque manière, la France et ses valeurs, création d'une forme de « Kulturkampf » tendant à rendre la vie spirituelle et religieuse sinon totalement impossible, du moins insupportable.

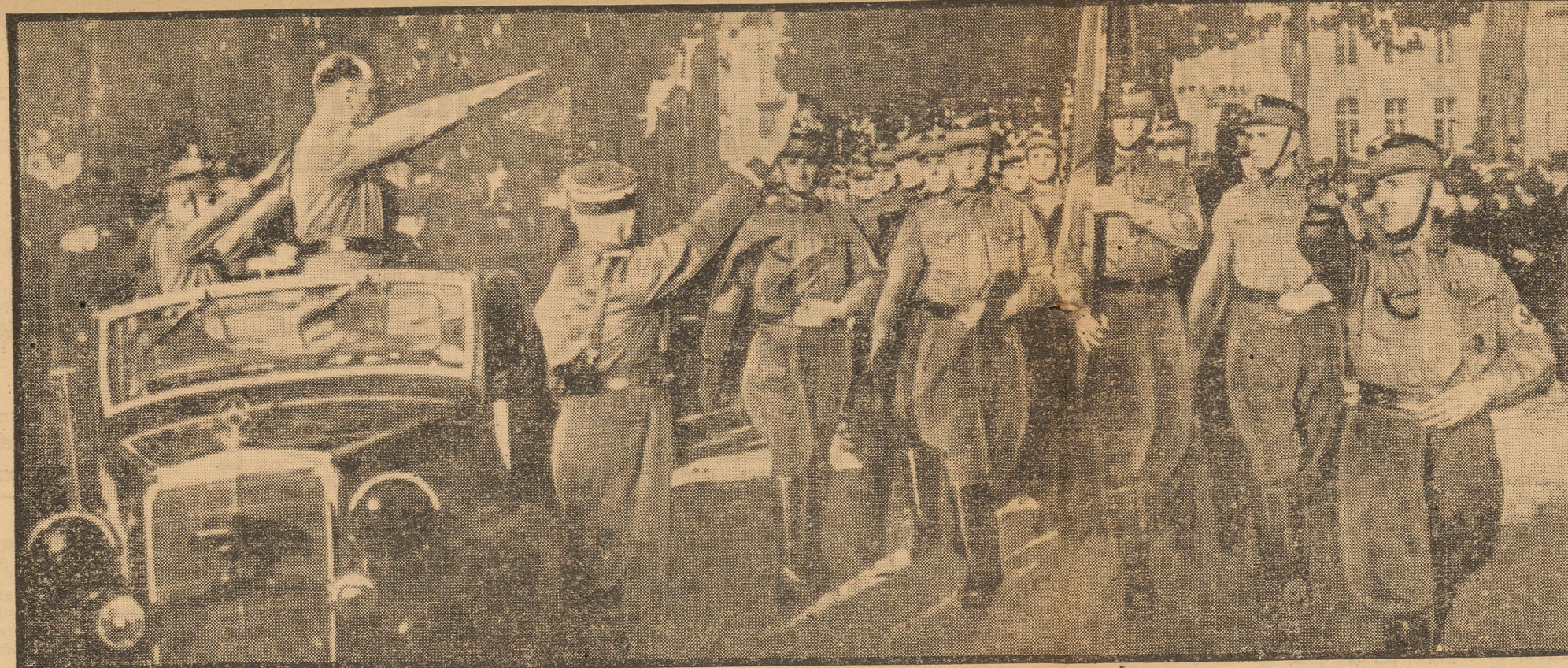
La chasse au Français

Les autorités allemandes sont venues en Alsace avec l'illusion de trouver un pays enthouusiaste et heureux d'avoir été délivré des mains d'une France « mégère », de retrouver, enfin, la mère-patrie. Leur déception a été grande en face d'une réalité aussi inattendue.

Il fallait donc agir avec d'autant plus de vigueur et de rapidité. Germaniser l'Alsace par tous les moyens, tel fut le mot d'ordre. Mais, en 1940, « germaniser » veut également dire « nazifier ». Il s'agit non pas seulement d'amener les gens à « penser allemand » (« deutsch denken »), mais aussi, et en même temps, les obliger à adopter la nouvelle pensée (« Weltanschauung ») national-socialiste.

En gros, deux méthodes pour servir ce but : la propagande, d'une part, et, d'autre part, le système de surveillance avec toutes les mesures de représailles qu'il comporte.

Il s'agit, d'abord, et d'une manière simultanée à l'action positive, de faire disparaître tout ce qui rappelle la culture et la langue françaises, d'éliminer ou d'étouffer tout principe susceptible d'occuper un esprit destiné à penser « nazi ».



Le premier souci des autorités fut de détruire toutes les inscriptions publiques en langue française et de les remplacer par des expressions allemandes : les bornes kilométriques, les indicateurs de routes, les boîtes aux lettres et jusqu'aux robinets changèrent de langue. Les commerçants eurent quelques jours pour enlever leurs enseignes, proposer aux autorités allemandes les

nouvelles formules et les faire apposer en lettres gothiques. Il en fut de même pour les noms des firmes, les en têtes de papier à lettres. On poussa la démenace jusqu'à pénétrer dans les cimetières : les inscriptions françaises furent arrachées des tombes mortuaires ; les cocardes, des tombes militaires.

Après quoi l'on s'attaqua aux monuments. On com-

QUAND LES S. S. « LORRAINS »
DEFILAIENT DANS METZ...

naît le sort qui fut celui des monuments de Kléber, à Strasbourg, de Rapp et de Bruat à Colmar, des monuments au 152^e R. I. et celui des fils du sénateur Scheurer, au Hartmannswillerkopf, du Chasseur (Diable bleu), au Grand-Ballon, et de combien d'autres parmi lesquels certains monuments aux morts de la guerre 1914-18. Ils furent tous brisés ou fondus. A Thann, où la population a toujours été française, voici comment l'on procéda pour faire disparaître le fameux monument Chardon, l'une des fiertés de la ville. Le fait mérite d'être rapporté : un matin, on put apercevoir, pendue au monument, une grande pancarte portant l'inscription suivante : « Ce monument nous a été imposé par l'entremise de notre conseiller général X. Il représente pour nous le chapeau de Gessler... » (comparaison empruntée à la légende de Guillaume Tell). Bien que l'origine de cette pancarte ne fit point de doute, le conseiller général visé jugea cependant opportun de porter plainte ; le Stadtkommissar aussi bien que le chef de la police déplorèrent un acte aussi ridicule « de la part de la population », et promirent de faire une enquête. Quelques jours après, le même monument était badigeonné au goudron : nouvel incident ; la population est outrée. Décidément, disent les Allemands, ce monument risque de troubler la tranquillité publique. Donc, dans un intérêt pacifique, il faut soustraire cet objet de trouble, ce témoin de la domination française, aux fureurs des habitants (sic). Le Stadtkommissar chargea un entrepreneur de la ville de le faire disparaître. Un Alsacien, soucieux d'éviter sa destruction, proposa de l'ériger au cimetière ; cette suggestion fut rejetée ; et l'entrepreneur déposa le monument en lieu sûr, dans sa propre cour, dont il verrouilla la porte. Le lendemain, il constata que la porte avait été forcée pendant la nuit, et que les mains des deux personnages de marbre avaient été brisées et emportées. Personne n'eut de doute sur l'origine de cette manœuvre aussi répugnante que maladroite.

Changements d'étiquettes

Il faut aller jusqu'au bout. C'est, sans aucun doute, l'usage de la langue française qui constitue l'un des plus grands obstacles à la germanisation.

On sait que l'allemand, langue purement administrative pour les Alsaciens d'avant 1914, n'a jamais été utilisé dans le parler courant. Le dialecte était le plus répandu. Par ailleurs, la presque totalité des populations citadines savait le français ; et, pour les jeunes, il constituait avec le dialecte le langage courant. La bourgeoisie, tous les élèves et anciens élèves de l'enseignement secondaire, parlaient plus volontiers le français ; beaucoup même ne savaient que le français.

La mesure prise par les Allemands ? Tout simplement interdiction absolue de parler français où que ce soit : en famille, dans la rue, à l'école ; l'enseignement du français est exclu et remplacé par celui de l'anglais ! Dans les administrations, les lieux publics, cafés, magasins, partout, la même inscription obligatoire : « Hier wird deutsch gesprochen ! » (Ici on doit parler allemand). Bien plus — et l'un ne va pas sans l'autre — dans toutes les administrations, l'inscription suivante : « Der deutsche Gruss ist : Heil Hitler ! » (le salut allemand est : Heil Hitler !). Et il faut aller jusque dans les moindres détails : les comptables des firmes et entreprises se virent chargés du volumineux travail de retenir, en allemand, toute leur comptabilité ; et cela dans un temps limité.

Il n'est pas que les monuments de pierre pour rappeler la France, mais encore les monuments écrits : toutes les maisons d'éditions, toutes les librairies furent contraintes de dégarner leurs rayons des ouvrages en langue française ; ces livres, mis en caisses, furent ramassés et expédiés dans des fabriques de papier, en Allemagne, quand ils ne furent pas brûlés sur les places publiques ; aucune exception pour les ouvrages d'art ou les livres de prières. Les commerçants ne devaient être remboursés qu'au kilo. Mêmes manœuvres

pour les bibliothèques municipales ou publiques. Quant aux bibliothèques privées, la revision et le contrôle en avaient déjà été commencés en février 1941.

S'habiller « à la française » est aussi, désormais, interdit. Le port du béret, par exemple, est susceptible d'amendes.

Comment, en outre, peut-on s'appeler Martin ou Laurent, ou avoir un prénom tel que Gaston ou Nicole, et être citoyen de la Grande Allemagne ? Les Alsaciens aux noms à résonance française furent donc invités à choisir, dans un délai fixé, des noms et prénoms proprement germaniques. Toutes les facilités administratives leur furent données pour faire porter cette modification sur le registre de l'état civil. Bien que facultative, ce fut là une manœuvre de manifester l'attachement à l'idée allemande. Ceux qui, passé ce délai, continuèrent à s'appeler Martin ou Laurent et à porter des prénoms intraduisibles eurent à donner leurs explications au parti, et ne tardèrent pas à subir l'expulsion.

La religion, ennemi n° 1

Du point de vue religieux, il est manifeste que l'Eglise catholique, en particulier, est bien l'ennemi public n° 1 du régime. Cependant, l'histoire a suffisamment prouvé le danger de faire couler le sang pour crime de religion. Les prêtres et religieux ne seront jamais frappés que pour « crimes politiques » et non punis de la hache, mais du cachot ou du camp de concentration où l'on finit par les oublier.

Il s'agit, surtout, de saper les institutions chrétiennes par leurs bases : on arrachera la jeunesse à la religion, non pas officiellement, mais en obstruant toutes les autres voies que celle qui mène au Führer ; l'on fera comprendre aux fonctionnaires qu'il y a danger, pour eux, à pratiquer une religion autre que celle de la Nouvelle Allemagne ; on fermera les institutions religieuses sous des prétextes divers ; on gênera, par tous les moyens, l'administration des diocèses : ainsi furent expulsés ou déclarés « unerwünscht » (indésirables) les évêques de Strasbourg et de Metz, puis ce fut le tour des vicaires généraux et de tous ceux attachés aux divers services de l'administration diocésaine.

Voilà donc ce qui doit disparaître, mais il s'agit, en même temps, de reconstruire sur les nouvelles bases. Et les méthodes de reconstruction seront aussi brutales que les méthodes de destruction.

Un terrain d'expérience pour les nazis

L'Alsace et la Lorraine doivent constituer ce que les Allemands appellent le « Neuland » (pays neuf), par opposition avec « l'Alt-Reich » (ancien Reich) ; c'est-à-dire que nos trois départements devront servir aux « autres Allemands » de modèle en ce qui concerne l'esprit d'organisation et de propagande du parti. Ce qui, en Allemagne, se fait par une évolution lente doit se faire avec une rapidité propre à susciter l'admiration du monde. Ainsi, dès 1941, le « Neuland » avait une sensible avance sur le Reich : en Allemagne, il restait des juifs, en Alsace, plus un seul ; en Alsace, on pense et on agit beaucoup plus librement qu'en Alsace. Ici, plus d'évêques, plus de séminaires, plus d'écoles libres, etc. de l'autre côté du Rhin, tout cela existe encore. Faut-il ajouter que la cathédrale de Strasbourg, ouverte aux visiteurs, était fermée au culte ? Un Alsacien dans le Reich pouvait se permettre ce qui, en Alsace, lui était interdit : parler français, porter le béret, pratiquer librement sa religion, etc. Disons, en un mot, qu'il faut avoir vécu en Alsace ou en Lorraine pour pénétrer les fins véritables de la pensée national-socialiste. Aussi est-il sévèrement interdit aux Allemands non munis d'une permission expresse de pénétrer sur les territoires du « Neu-

land ». Il ne faut pas qu'ils entrent ce qui les attend après la victoire ou qu'ils colportent des vérités indigestes.

Propagande

Quelles sont donc ces méthodes de propagande postive ? Ce sont : la presse, le système des loisirs organisés, les grandes et petites réunions politiques — au caractère obligatoire — la pression sur les fonctionnaires alsaciens, la création des divers organes du parti où chacun doit ou devra trouver sa place, enfin la terrible emprise sur la jeunesse, tant dans le domaine scolaire que dans celui du parti.

Les pages des volumineux journaux sont quotidiennement remplies d'articles s'efforçant de démontrer aux Alsaciens combien ils étaient malheureux sous la domination française, que la Grande Allemagne s'assure comme première mission de tirer ses frères d'Alsace de la misère et de leur apporter les matières premières et denrées qu'elle possède « in Hülle und Fülle » (en masse). Or, tous constatent que les articles français qui n'ont pas déjà été emportés par les envahisseurs n'étaient pas remplacés, sinon par des articles ou denrées similaires que quelques industriels ou commerçants avaient l'autorisation d'aller chercher en France et de revendre avec une augmentation de 80 % à 100 %. Des articles clameurs annoncent que, pour relever le paysan de la misère, le Reich fait le sacrifice de troupes entières de bovins et de porcs, qu'il distribue gracieusement aux agriculteurs d'Alsace ; mais ceux-ci savent que ces bêtes ont été saisies en Haute-Saône ou au Danemark ; qu'ils n'ont le droit ni de les vendre ni de les abattre, qu'ils doivent même les restituer après la guerre ; qu'ils ne jouissent donc que de l'avantage de les entretenir.

Du gothique allemand à la culture de l'asperge

Les articles de propagande culturelle ? Il y aurait moyen, certes, de rapprocher tous les styles et monuments historiques de la vallée du Rhin ; on peut légitimement comparer les cathédrales de Fribourg et de Colmar — comme on pourrait les rapprocher de celle de Bâle — mais alors, pourquoi pousser le ridicule jusqu'à déclarer par de « savants » articles que la cathédrale de Strasbourg est une œuvre essentiellement allemande, parce qu'elle est gothique ? Pourquoi, par un article non moins important, s'étendre sur le style allemand en Alsace en donnant précisément comme exemple — et avec l'appui d'une photographie — la gare de Mulhouse, alors que personne n'ignore qu'elle a été construite aux alentours de 1930 ?

Pour prouver que l'Alsace était bien allemande, la « Frankfurter Zeitung » n'avait-elle pas fait appel à la culture de l'asperge, qui se pratique également des deux côtés du Rhin ?

De cela, comme de beaucoup d'autres arguments de la propagande nazie, les Alsaciens s'amuseront franchement, ce qui, toutefois, ne saurait faire oublier le long martyre de cette province qui, malgré toutes les pressions, toutes les menaces et toutes les souffrances, restera française.

N. D. L. R. — Les précisions données dans cet article ressortent de rapports établis par des Alsaciens-Lorrains expulsés dès 1940. Ces rapports furent rassemblés par des patriotes de zone sud qui les divulguèrent. Le récent ouvrage de M. Jacques Lorraine, aux éditions du Désert, *Les Allemands en France*, en fait état.

...LA POPULATION ETAIT DE CORVEE POUR FAIRE LA HAIE



LA DESTRUCTION DES QUARTIERS DU VIEUX PORT DE MARSEILLE

La collusion des trusts immobiliers et de l'armée d'occupation

TOUT le monde en France connaissait au moins de réputation les vieux quartiers de Marseille. Dominés par l'Hôtel-Dieu qui les embrassait du geste de ses deux ailes, ils étaient le long des eaux du vieux port une façade bigarrée, toute chaude de soleil, tandis que leurs petites ruelles ombreuses présentaient au promeneur le surprenant coude à coude de la misère sordide et des vestiges aristocratiques du passé.

Certes, une fâcheuse propagande avait fait de ces lieux une sorte de repaire louche où la prostitution côtoyait le crime. Mais ce tableau romantique, ces images d'Épinal pour voyageur en quête de pittoresque, n'avaient qu'un rapport très lointain avec la réalité.

En vérité, la population de ces quartiers était faite de pêcheurs et de petites gens paisibles. A côté de taudis, où, dans des conditions d'hygiène lamentables, s'entassaient des familles besogneuses, il y avait de charmants intérieurs provençaux, des logements propres où vivaient d'authentiques familles marseillaises, fixées par tradition dans leur vieux quartier aux rues grouillantes qui sentaient l'ail et la marée. Proximité pittoresque et souvent misérable, mais qui offrait plus le spectacle d'une population pauvre et laborieuse que celui d'un ramassis de gangsters et de souteneurs.

Ce n'est plus qu'un monceau de ruines qui borde maintenant le quai Saint-Jean. 14 hectares ont s'entassés les débris de 1.200 maisons détruites par la mine et par le feu et dont les quelque 20.000 habitants ont été dispersés en quelques heures. De tout ce quartier, il ne reste plus rien que la mairie et quelques édifices classés pour leur valeur historique. Depuis février 1943, Marseille porte dans ses flancs cette plaie béante, gigantesque souvenir d'un des crimes les plus odieux des Allemands.

Le drame

La tragédie elle-même est connue. Le 23 janvier 1943, après une nuit de perquisitions qui a vu se dérouler dans divers quartiers de la ville de vraies chasses à l'homme, des cordons de police sont établis dès la tombée de la nuit autour du quartier nord du vieux port. Plus de 8.000 policiers français en uniforme et 400 inspecteurs fouillent pendant toute la nuit les

vieux quartiers mis en état de siège, tandis que derrière les barreaux tout un régiment de police allemande avec sa voiture radio établit un cordon impénétrable que renforcent des automitrailleuses, des lance-flammes, des mitrailleuses en position.

Le dimanche 24, à 6 heures du matin, les habitants sont réveillés, si toutefois ils ont pu dormir, par des haut-parleurs annonçant que « les autorités allemandes ont décidé de « la haute évacuation ». Il faut tout laisser sur place, se munir de ses papiers et de certificats. L'absence durera 48 heures, l'hébergement sera assuré et des indemnités payées. Jusqu'à 5 heures du soir, sans distinction d'âge ni de sexe, la population sera enfournée dans des tramways gardés militairement, conduite à la gare, et embarquée en wagons à bestiaux pour le camp de Fréjus. 20.000 Marseillais voyaient leur maison pour la dernière fois.

Criminels de guerre

En effet, après une prétendue récupération officielle, exécutée sous le contrôle des services techniques de la ville et qui ne fut qu'un pillage organisé, les Allemands posèrent le 1^{er} février leur première charge de dynamite. Et pendant 17 jours, Marseille allait être secouée par les explosions qui, rue par rue, maison par maison, anéantissaient tout un quartier auquel s'attachaient tout son passé et son histoire. Le 17 février, il ne restait plus que des monceaux de débris fumants. Les seuls dégâts matériels s'élevaient à un milliard 250 millions. Plus de 3.000 Marseillais avaient été déportés. Plus de 15.000 autres étaient à peu près sans abri.

Il faut espérer qu'on a déjà inscrit sur la liste des criminels de guerre les noms des responsables de cet acte odieux de barbarie. Sur le moment, on laissa naturellement plumer le doute sur les mobiles du crime. Les Allemands refusaient la responsabilité sur les autorités françaises. Celles-ci s'abritaient derrière les exigences allemandes. La presse muselée ne fit entendre que de bénignes protestations officielles.

Le recul du temps ramène aujourd'hui le drame aux proportions d'un fait divers. Les Allemands ont accoutumé nos nerfs à de plus rudes épreuves. Mais ce n'est pas une raison pour

nous l'oublier. Non plus que de ne pas rechercher les vrais responsables.

Le 3 janvier 1943, deux attentats avaient lieu à Marseille. L'un, à l'Hôtel Splendid, réquisitionné par les Allemands, faisait trois victimes, dont un Français. Le second dans une maison de tolérance où fréquentaient assidûment ces messieurs. Le 8, le préfet régional Rivalland qui, ami personnel de Darlan, était suspect aux yeux de Vichy, est révoqué et remplacé immédiatement par Lemoine. Le 13, le général Oberg, commandant la police allemande en France, arrive de Vichy et, dans une conférence à laquelle assiste Bousquet, secrétaire général de la police, débarqué par le même train que lui, annonce aux hauts fonctionnaires du département et de la ville, que Marseille étant « le centre de l'Europe », les Allemands ont décidé de nettoyer les quartiers nord du vieux port des individus suspects, d'en évacuer la population et de les détruire par la mine et par le feu. L'opération était fixée aux 22, 23 et 24 janvier. Mais le secret devait être gardé jusqu'au dernier moment.

C'est donc à Vichy que s'était décidée la destruction du vieux Marseille. Et les responsables ne portent probablement pas tous l'uniforme feldgrau. Bousquet et Lemoine, fidèles vassaux du traître Laval, étaient au courant. Si les attentats du 3 janvier, pris comme prétexte par les Boches, sont le véritable motif, on n'a pas résisté longtemps dans les sphères gouvernementales, aux exigences de l'envahisseur. Dix jours seulement pour accepter la destruction totale de tout un quartier de 20.000 âmes, c'est à se demander si on ne la souhaitait pas.

Curieuses coïncidences

Les attentats sont d'ailleurs un mauvais prétexte. Les Allemands savent bien que le premier a été commis par deux Polonais incorporés dans la Wehrmacht qu'ils fusillèrent immédiatement, tandis que le second a pour auteur un soldat authentiquement allemand. Ces faits, Vichy ne les ignorent sans doute pas. Mais cela n'a pas empêché Laval de faire supporter à toute une ville les conséquences de cette provocation.

Mais peut-être a-t-on intérêt à laisser faire les Boches ? Peut-être le crime profitait-il à

quelqu'un ? Quand on connaît Laval et sa bande, on n'est jamais très étonné de retrouver dans une histoire louche la trace de quelque trahison. Et il y a dans cette tragédie quelques coïncidences curieuses. Voyez plutôt.

En octobre 1941, sous l'impulsion de M. Barraud, préfet délégué par Vichy à l'administration de Marseille, bête assidue du consul d'Allemagne, et grâce au concours actif du directeur des services techniques, M. Chabannes, la ville, dénonçant la convention qui la liait à une société de gestion immobilière, sous le prétexte entre autres que c'était une maison louée, entraînait en pourparlers avec la Banque de Paris et des Pays-Bas en vue de conclure une nouvelle convention concernant les travaux d'urbanisme. Pétain venait en effet d'octroyer à Marseille un crédit d'un milliard. La manne était tentante. La convention fut adoptée le 29 décembre 1942 par le conseil d'Etat. Mais il était prévu que la Banque devait se substituer dans le délai de deux mois un organisme chargé spécialement de l'exécution des travaux.

Les trusts à pied d'œuvre

Or le 25 janvier 1943, au lendemain de l'évacuation des vieux quartiers, à la veille de sa destruction qu'ignore encore le grand public, se crée la Régie Foncière et Immobilière de la Ville de Marseille, société au capital de 5 millions, dont les 3/5 sont entre les mains de la Banque de Paris et des Pays-Bas et du Crédit Lyonnais, un des établissements fondateurs de « l'Association pour le Développement de l'Industrie », laquelle, comme le dit la Gazette de France du 17 octobre 1942 « est à la disposition de toutes les firmes allemandes et françaises pour leur permettre des opérations importantes... »

Tout était prêt. Les trusts étaient à pied d'œuvre, il ne manquait plus que le premier coup de pioche du démolisseur...

Nous nous garderons bien de conclure. Il suffira au lecteur de rapprocher certaines dates et certains faits. Et d'apprendre que pendant deux ans, malgré les promesses d'indemnité, les réclamations des évacués n'ont pas eu la moindre suite.

E. BOTTIGELLI.

UN MESSAGE DU NOUVEAU MONDE ... ET DE L'ANCIENNE FRANCE

Les lettres aux Anglais

On peut regretter que Bernanos ait choisi après Munich d'aller « caver sa honte » en quelque solitude brésilienne. Mais le témoignage que nous apportent ces *Lettres aux Anglais* écrites de décembre 1940 à novembre 1941, sous le coup de fouet de la capitulation, n'en restera pas moins un des plus passionnés et des plus émouvants de ce temps.

Cet homme de l'ancienne France, comme il dit, cet écrivain qui reste attaché à la monarchie, à l'un des premiers, flétri devant le monde, et en quels termes magnifiques de violence exacte, la trahison d'un Pétain et d'un Maurras. Mais Pétain ou Maurras ne sont pour lui que les chefs spirituels et les symboles d'une trahison plus générale, et Bernanos retrouve ici ses thèmes familiers.

Celui qui avait stigmatisé au lendemain de l'autre guerre la « grande peur des bien-pensants » dénonce sans se lasser la trahison des élites. Les élites bourgeoises, politiques, sociales, religieuses, militaires étaient entrainées depuis des années sur la pente fatale de la capitulation.

Nous ne désavouons pas ce témoignage d'un homme venu de la droite. Il est vrai qu'une partie des élites françaises, après 1918, « a trahi le peuple en le faisant douter de lui-même et de ce qu'il aimait. » Il est vrai qu'elles le méprisaient et le craignaient à la fois, et encore que « le sens social l'emportait en elles sur le sens national ». Il est vrai que, lorsque les élites luttaient contre l'antimilitarisme et l'antipatriotisme, « elles servaient moins le militarisme et la patrie qu'elles se servaient d'eux en liant leur cause à la leur. » Il est probable, comme le dit Bernanos, que la victoire populaire de la Marne a retardé d'un quart de siècle le « coup de l'armistice » et que déjà, en 1914, les élites brûlaient de nous inviter « à la résignation, à l'expiation, à la pénitence ». On le voit, la méditation de la défaite de 40 devient le procès de toute une classe sociale dont Bernanos guettait depuis longtemps les évolutions et les défaillances. Il situe avec précision le moment où une partie dévoyée de la nation s'est retournée contre le peuple, c'est-à-dire contre la France. C'est ce jour « sombre » de mai 1924 qui marqua le premier triomphe de la gauche. « Le parti bien-pensant, écrit Bernanos, exaspéré par de cuisantes déceptions électorales, convaincu de défendre non seulement ses intérêts mais ceux de la civilisation tout entière, se prit à haïr d'une haine sacrée cette France qui ne voulait pas l'aimer. » Et il a ce mot terrible : « Ils ont pris la France en grippe... Ils lui ont trouvé un patron sérieux qui ne badine pas sur la conduite et le travail, ils l'ont mis en place chez Hitler. »

Il rappelle toutes les campagnes de la presse dite nationale : dont chacune nous poussait un peu plus avant vers la trahison : campagnes contre la Société des Nations, contre les dettes américaines, contre la Chine, contre la Tchécoslovaquie, contre l'alliance russe, l'armée russe, l'aviation russe, la campagne en faveur de la collaboration avec l'Italie, la campagne contre l'Ethiopie et les sanctions, la campagne en faveur du fascisme espagnol, enfin, la campagne « délirante » en faveur de la Finlande.

Tout cela préparait savamment l'apothéose de Vichy. « Tout ce qu'on appelle la droite, qui va des prétendus monarchistes de l'Action française aux radicaux-socialistes prétendus nationaux, la haute industrie, le haut clergé, les académies, les états-majors, s'est spontanément agglutiné, aggloméré autour des désastres de mon pays. »

Les *Lettres aux Anglais* sont le procès de la bourgeoisie, et pour Bernanos, le procès de la bourgeoisie se suffit à lui-même. Et c'est ici qu'il faut se reprendre, résister à la tentation de céder au lyrisme, à la magnificence des images. Si l'on veut suivre Bernanos jusqu'au bout, la trahison était en germe dans la Déclaration des Droits de l'Homme. Car l'homme de l'ancienne France, quand bien même il prend résolument le parti du peuple, se tourne avec nostalgie vers le passé féodal. Ce qu'il reproche à la bourgeoisie, c'est d'avoir fait un jour la Révolution. « Elle a détruit notre monarchie, brisé les cadres d'une société millénaire, absorbé ou corrompu la petite noblesse paysanne et militaire dont elle méprisait la pauvreté. » Les élites bourgeoises sont, en quelque sorte, marquées de cette tare congénitale : elles ne sont pas nées, partant elles sont totalement dépourvues du sens de l'honneur.

De là tout le drame de la défaite et de la trahison ramenée aux proportions d'une faillite morale et religieuse, puisque, pour Bernanos, l'honneur est naturellement chrétien. Cette faillite elle-même provient d'une dégénérescence rapide des classes dirigeantes ou

plutôt d'une usurpation des pouvoirs légitimes de la noblesse par une vague cohue de parvenus. Tout cela est dans la meilleure tradition de la « bataille littéraire » dont parlait Marx, menée par les aristocrates contre leurs vainqueurs. D'ailleurs, cette critique amère des possédants répond comme un écho à celle des révolutionnaires, mais comme un écho qui résonnerait de l'autre côté de l'histoire. Elle est comme un moule en creux du marxisme. La haine des bourgeois donne à Bernanos une clairvoyance partielle qui imite assez bien l'intelligence historique, mais qui ne s'applique ni au passé ni à l'avenir.

Car il est tout de même bon de rappeler que, s'il y a eu Vichy et Sigmaringen, il y avait eu Coblenze. Et avant Coblenze, il y avait eu l'abandon de nos colonies à l'Angleterre par Louis le Bien-Aimé, et l'on pourrait retrouver d'âge en âge les traces de l'esprit de Munich, de l'esprit de la paix à tout prix. Au quinzième siècle déjà, Bernanos constate le fait mais ne l'explique pas : « les élites françaises s'étaient aussi ralliées à l'ennemi, au nouvel ordre, à la nouvelle Europe, au *Lebensraum* de l'Angleterre des Plantagenet. »

Oui, la noblesse et la monarchie ont fourni elles aussi leur contingent d'émigrés et de traîtres à la patrie. Si Bernanos n'était pas invinciblement porté à embellir certaines époques, il aurait vu que ce n'est pas le privilège d'une partie de nos élites contemporaines d'avoir fait passer le sens social ou familial avant le sens national. La poésie de l'honneur est grandiose, mais l'histoire n'est pas souvent poétique et le parti pris d'idéaliser le passé donne du présent et du futur une image souvent plus confuse et plus grossière que l'utopie systématique. Bernanos est saisi d'un pathétique effroi devant l'avenir. Pris entre la tentation de retourner à un ordre féodal dont il sent bien qu'il est à jamais révolu et un sentiment de révolte contre la société moderne, il oscille douloureusement entre l'Anarchie et le Moyen Âge. Comme à travers un brouillard, lui apparaissent, grimaçantes, les figures également diaboliques du fascisme, du communisme et même de la démocratie. Contre le spectre du paganisme triomphant qu'ils incarnent selon lui à des titres divers, Bernanos fait appel à une révolte de l'honneur qui donnera naissance à une nouvelle chevalerie. Il invoque à son tour une sorte de nuit des Longs Couteaux. « Lorsque retentira sur la terre, sur ma terre, le pas des braves — et si je suis dessous je l'entendrai encore — je voudrais qu'on dise simplement aux imposteurs de tous les régimes, de tous les systèmes, de tous les partis, aux maîtres de l'Usure comme aux maîtres de la Force, aux intellectuels serviles, aux doctrinaires simoniaques : « Voilà, voilà venir ceux auxquels vous avez menti. » Et par delà le chaos et les visions d'apocalypse, le salut par la fierté et la foi enfin retrouvée : « Lorsque l'homme aura tout perdu... nous lui ouvrirons la route du Sacre. »

En dépit de cette promesse de Rédemption sur laquelle se ferment les *Lettres aux Anglais*, la note dominante en est le désespoir : un désespoir où se composent la douleur de la honte nationale et le déchirant regret des causes perdues.

Valdi LEDUC.

Une seule pensée

Le poème d'Eluard « Liberté » s'intitulait d'abord « Une seule pensée ». Je me souviendrai toujours du moment où je découvris ce poème. J'étais allé passer quelques jours à Carcassonne, chez mes amis Sire, et toute conversation nous ramenait à explorer cet intolérable malaise où nous étouffions et qui nous rappelait sans cesse, de façon presque physique, la présence de l'Allemagne et le règne de Vichy. Sire me dit : « Avez-vous vu dans *Fontaine* les vers d'Eluard ? » Nous les lûmes ensemble. « Sur mes cahiers d'écolier, sur mon pupitre et les arbres... » A mesure que nos voix mêlées avançaient dans la lecture, l'espoir et la joie nous gagnaient. Nul, s'il n'a vécu alors en zone sud, ne peut concevoir l'atmosphère irrespirable qu'y créaient la sottise triomphante, la défaite fière de soi, le puritanisme et le salut aux couleurs : les notes justes et exactes du poème semblaient déchirer ce brouillard. La lecture terminée, il nous parut que la rue ensoleillée et le mur du château, que nous apercevions par la fenêtre, avaient retrouvé leur visage des anciens jours.

Cette émotion libératrice, cependant, n'était pas pour moi nouvelle. Elle était sœur de celle que, jadis, m'avaient donnée les poèmes de *L'Amour de la Poésie* ou de la *Capitale de la Douleur*. Aussi ne puis-je comprendre que certains opposent ce qu'ils nomment des poèmes de circonstance ou d'actualité aux œuvres anciennes d'Eluard, soit pour regretter les productions surréalistes telles qu'elles se présentaient autrefois, soit pour se féliciter de voir les surréalistes enfin sortis de leur erreur première, et redescendus dans le monde du quotidien. Il me semble au contraire que ce n'est pas par hasard qu'Aragon, Eluard, Hugnet sont devenus des poètes de la résistance : leur évolution, loin de comporter un changement d'attitude, exprime un unique dessein, et il est aussi vain de regretter leur activité passée qu'absurde de la renier : c'est là se faire une conception inexacte du surréalisme, persister à n'y voir qu'une fantaisie désordonnée, ou le fruit de soucis purement esthétiques.

Ce qui, au contraire, me frappa toujours chez les surréalistes, c'est le caractère éthique et, si l'on peut dire, moral de leurs préoccupations. Autour d'eux, beaucoup se souciaient de problèmes d'art, méditaient sur le style, réfléchissaient sur la composition picturale ou l'importance de la couleur. Chez les surréalistes, ces recherches n'étaient jamais avouées comme telles, les jugements de valeur portés sur les œuvres reposant toujours sur la considération de leur signification morale, de la conception de l'homme qu'elles proposaient ou condamnaient. Et je me souviens d'un entretien où, cherchant ce qui les avait réunis, les surréalistes parvinrent à conclure que c'était une commune colère contre certaines idées, habitudes ou mœurs. On ne niera pas, je pense, que cette colère ne fût morale, on ne prétendra pas qu'un mouvement fondé sur l'indignation était de dilettantisme et manquait de sérieux : je vois, au contraire, en cette colère première, essentielle, celle qui, plus tard, devait dicter à Aragon son nom de résistant : François le Colère.

Pour illustrer ceci, il serait trop facile de citer tel ancien poème révolutionnaire d'Eluard ou d'Aragon. C'est de tout le surréalisme qu'il convient de penser qu'il tendait à nous donner de l'homme une image plus exacte et plus complète : du surréalisme des collages, des dialogues de hasard et de l'écriture automatique. Ici se proposait une idée des puissances humaines dépassant de loin les seules puissances de création

artistique : l'imaginaire tendait, de tout son poids, à devenir réel, et les rêves de l'homme à transformer le monde.

Un des plus grands intérêts du surréalisme est en effet qu'il tenta toujours de présenter un homme total et complet, d'affirmer par là même un humanisme confiant, sans entraves et sans limites, où l'émoi du merveilleux et les légendes de l'enfance conservent leur signification et leur valeur, et se dérobent à toute exploitation étrangère. Que l'on parcoure les pages de Breton, les poèmes d'Eluard, les textes d'Aragon, les livres d'images de Max Ernst, que l'on contemple les tableaux de Tanguy et de Magritte, on verra que ces œuvres ne tendent pas seulement à résoudre par des moyens nouveaux des problèmes littéraires ou plastiques, mais à élargir le domaine humain, à libérer les forces inconnues, inconscientes qui sont en l'homme, à rendre à l'homme, et à lui seul, tout ce qui lui appartient, c'est-à-dire tout ce qu'il peut penser, rêver et concevoir.

Libérer l'homme fut toujours le but du surréalisme. Est-il besoin d'ajouter que, devant le nazisme menaçant, au sein de la France opprimée, le problème de la libération de l'homme ne pouvait être résolu par l'écriture automatique, mais de façon plus précise, urgente, aiguë, par une prise de position politique et un appel aux armes. Le changement venait ici des circonstances, mais le but demeurait le même. De *Capitale de la douleur* au *Rendez-vous allemand*, Eluard a écrit bien des poèmes. Ces poèmes illustrent toujours la même idée, inscrivent sur toutes les pages le même nom, expriment une seule pensée.

Ferdinand ALQUIE.

NOTES DE LECTURE

Présence de Valéry Larbaud

(Confluences). Un hommage collectif tout à fait nécessaire. Inégal : mais c'est la règle du jeu. Une courte et belle page de Giraudoux, de bons essais de Jean Grenier, Arland, Ribemont-Dessaignes et un article remarquable de Jean Prévost, le meilleur sans doute de cette gerbe. Prévost parlait bien de la jeunesse, et de l'enfance. Mais de tout d'ailleurs. Fallait-il qu'on le tue ?

Claude ROY.

COUTY

chez Katia Granoff

L'EXPOSITION Jean Couty, chez Katia Granoff, attire un public nombreux. Cette peinture robuste ne manque pas d'une sobriété qui lui confère une certaine grandeur. Jean Couty nous entraîne dans un univers dont nous n'avons plus l'habitude : graves portraits d'hommes, de prêtres, de religieux, peint avec cette fidélité qui ne craint pas de simplifier ou de déformer pour susciter une vérité plus grande. « Un peintre n'est pas un décorateur, un poète, un acrobate, un mage », nous dit à ce propos Claude Aveline. Pourquoi borner ainsi un horizon ? Que les peintres soient tout cela, bien sûr ! Mais d'autres choses encore, pour notre délectation ! Cela ne peut empêcher ceux qui se plaisent aux apparences de goûter celles que peint Jean Couty avec un amour qui les vivifie.

Léopold DURAND.

La musique au Congrès du Spectacle

EN avons-nous lu pendant l'occupation de ces dissertations ampoulées et hypocrites sur le rôle de la musique ? On bavardait sans moyen, ou sans volonté même, de réaliser quoi que ce soit.

Au contraire, au congrès de l'Union nationale du spectacle, des rapports étoffés ont été présentés sur les questions musicales. Les rapporteurs témoignaient de la maîtrise de leur sujet, de leur volonté de rompre le cercle de bronze qui sépare la musique et les musiciens de l'activité du peuple entier.

M. Lamy a rappelé les fastes d'une musique présente à toutes les manifestations de la vie politique et sociale, non seulement au temps de la grande Révolution, mais au cours d'époques antérieures. En soulignant l'enrichissement que le contact du peuple et le chant de ses préoccupations apportaient aux musiciens, M. Lamy a bien posé le problème : les auditoires se multiplieront dans les couches les plus larges de la population, si on appelle le peuple lui-même à exécuter des ouvrages où seront célébrés ses combats et ses soucis.

A notre avis, il ne peut s'agir d'éliminer la musique purement symphonique, la musique de chambre souvent si austère ; mais les formes de la musique lyrique pourront s'appliquer ainsi à des sujets plus passionnants que des légendes

pseudo-arabes, japonaises, ou palestiniennes ; l'ibérisme d'opéra aura vécu.

Aux grandes messes du passé pourront se substituer de grands oratorios modernes et la *Jeanne d'Arc au bûcher*, d'Honegger, qui mêle si heureusement l'inspiration sacrée et l'inspiration profane, ne sera plus un ouvrage isolé dans la production contemporaine. Aux opéras qui se chantent entre les sommets du Walhalla et les hauteurs de l'Olympe succéderont les transfigurations dramatiques et lyriques de notre temps qui n'est pas exempt de sujets de drames.

L'éducation musicale participera aussi à ce renouveau nécessaire. La musique n'évitera l'impasse d'un auditoire étroit qu'en faisant la conquête des enfants dès leur jeune âge. Il ne suffira plus de les faire chanter jusqu'à 10 ans, il faudra que plus tard même, l'enseignement musical soit poursuivi. Et cela pose le problème de la formation d'un cadre de professeurs pour les différents degrés de l'instruction musicale, la réorganisation des écoles nationales et des conservatoires. M. Claude Delvincourt apporte au congrès un plan qui tient compte de l'enseignement du passé, des possibilités actuelles tout en tranchant avec hardiesse dans le vif ; il rappelle aussi les vertus sociales de l'enseignement musical.

Le rôle de la radio peut être décisif pour le

renouveau de la musique et l'élargissement de son auditoire. Une transformation complète du régime actuel de la musique à la radio est nécessaire, assure M. Manuel Rosenthal dans un rapport d'une richesse et d'une précision remarquables. Certes, on pourrait épiloguer sur certains de ses points, mais il y a là un plan qui se tient et qui grâce à l'énergie de Manuel Rosenthal, a connu quelques commencements de réalisations. C'est vraiment un prodige en notre pays qu'un orchestre puisse répéter 5 fois par semaine : tel est pourtant le cas de l'orchestre de la Radiodiffusion française. Il est certain qu'avec un tel travail, cette formation acquerra sous peu des qualités qui la placeront à un rang honorable dans le monde.

M. Manuel Rosenthal a encore judicieusement parlé du renouvellement des programmes, il a souligné notre méconnaissance de tant de musiciens français et étrangers anciens et modernes. Connaît-on plus de 4 symphonies de Haydn, plus de 5 ou 6 de Mozart, par exemple ? demande-t-il. Et combien d'œuvres modernes n'ont plus été jouées après une première audition mal exécutée ou mal comprise ? radiodiffusion musicale peut réparer là de nombreuses injustices. Voilà une utile mise au point que M. Rosenthal n'en restera pas à ce plan.

Pierre KALDOR.

AUX MATHURINS

FEDERIGO

de René Laporte

FEDERIGO est, à coup sûr, une pièce intéressante. Nous n'attendions pas moins de son auteur, M. René Laporte qui, par ses très divers de poète et de prosateur, par intelligence aiguë et largement informée, par passion pour la justice et son goût de la beauté, s'est placé parmi les écrivains en ex-

Mais quand je dis : une pièce intéressante, voit bien, tout de suite, le reproche qu'un terme comporte. C'est que l'intérêt suscité cette œuvre est beaucoup moins d'ordre dramatique que d'ordre littéraire. Les qualités iné-

qui héros de cette aventure fantastique a trente- ans au premier acte, plus d'un siècle au (nier), voilà autant d'éléments qui nous « in-

qui, ruiné par le jeu et, surtout, ayant perdu

la chance, c'est-à-dire la confiance en soi, s'est retiré dans l'humble métairie qui lui reste pour toute fortune. Au moment où il croit avoir tout perdu, la chance lui sourit à nouveau et, simultanément, sous deux aspects différents : le même jour, il reçoit d'une jeune et belle paysanne l'aveu de l'amour passionné qu'elle lui porte, le même jour un ange lui apparaît, sous les traits d'un voyageur, « le Prince blanc », qui lui rend la chance perdue. Or, le même jour encore, placé entre l'amour et le jeu, il choisira le jeu et repartira pour la ville, alors qu'il devait rejoindre la belle Olivia dans sa chambre. Quelques années plus tard, ils se retrouvent cependant, alors que Federigo, enrichi par une chance prodigieuse, vient de décider de renoncer au jeu et qu'Olivia, devenue l'épouse, puis la veuve du seigneur de son village, est une des beautés les plus adulées de l'aristocratie florentine. L'amour qui les unit alors les emportera au delà d'eux-mêmes et nous saurons bientôt qu'Olivia, mystérieusement soumise aux desseins du « Prince blanc », est à la fois l'amour et la mort de Federigo. Au moment où, au plus fort de leur bonheur, cette adorable mort le menace de l'emporter, Federigo se souvient du pouvoir qui lui fut donné jadis par l'ange, de maintenir, par le charme d'un souhait, telle personne qu'il lui plairait, dans les branches d'un arbre. Olivia, prise au piège, monte dans l'arbre et n'en redescendra qu'après avoir promis à Federigo de lui laisser un sursis de cent ans. La punition, c'est qu'il ne la reverra plus qu'à son dernier jour, alors qu'il est devenu un très vieux homme et qu'elle est restée la jeune femme du temps de leur amour. Une mort à la fois terrestre et mystique les unit enfin pour l'éternité.

Il y a de beaux moments dans cette œuvre étrange, chaotique, où plusieurs sujets de pièce se trouvent entremêlés à plaisir et la poésie est partout présente comme un chant secret, ouvrant des portes moitié ombre et moitié soleil sur les terribles mystères de la destinée. Mais on souhaiterait souvent que l'auteur ait sacrifié quelques branches d'un arbre aussi touffu pour lui donner plus de force et d'unité.

Les décors et la mise en scène ne font que continuer, sans renouvellement notable, les réussites précédentes de Marcel Herrand. Quant à l'interprétation, je dirai, au risque de me montrer injuste, qu'elle est tout entière entraînée dans le sillage magique de Maria Casarès, fascinante et double image de la Mori et de l'Amour. Cette incomparable artiste, en effet, semble plus à l'aise encore dans le fantastique que dans n'importe quel autre genre, car tout son jeu — le geste et la voix — suggère un au-delà de la signification, comme les mots dans le poème et les sons dans la musique.

Jean TARDIEU.

Petit Courrier des Spectacles

★ Notre excellent confrère Tristan Rémy va publier chez Grasset un ouvrage biographique et critique sur les clowns qui se sont produits en France depuis les origines de la spécialité jusqu'à nos jours.

★ Les artistes de music-hall donneront le 28 mars, à 19 h. 30, à l'Opéra-Comique, un grand festival, avec le concours de Maurice Chevalier.

Les Ballets Anglais de Sadler's Wells

LES quelques lignes élogieuses consacrées de-ci, de-là aux ballets anglais se contentent de les comparer aux ballets russes et demeurent d'autant plus insuffisantes que cet éloge qui risque de leur causer plus de mal que de bien : il ne met nullement en lumière leur originalité profonde.

En effet, les reprises qu'ils présentent, comme « Sylphides » ou surtout « Carnaval » ne sont pas parfaites, et ne révèlent pas du tout le style d'une troupe dont le ressort profond n'est pas celui de la danse académique traditionnelle. La magistrale exécution, par Margot Fonteyn et Robert Helpmann, du pas de deux célèbre de « Casse-Noisette », aussi bien que les vingt-neuf fouettés de tel sujet dans « Patineurs » prouvent assez la valeur de la troupe en fait de technique d'école et la connaissance de disciplines et de règles que ses chorégraphes n'utilisent ou ne violent qu'à bon escient. Parmi nombre de créations intéressantes comme « The Rake's Progress » ou la magnifique et poignante « Dante Sonata », il convient de faire une place toute spéciale à une œuvre de très grande classe : « Miracle in the Gorbals » (musique de Arthur Bliss). Certainement l'une des meilleures réussites chorégraphiques de notre époque, ce ballet réaliste dont l'action se situe dans un quartier populaire des bords de la Clyde, dégage d'un bout



Maria Casarès dans « Les Enfants du Paradis »

Images DU CINÉMA FRANÇAIS

LA grève a fermé les cinémas. Il ne faudra pas moins que ce conflit social pour ouvrir les yeux de tout un peuple sur le rôle que joue l'industrie cinématographique dans l'économie de la nation. Avez-vous vu, en ce dimanche (et pourtant le soleil était propice aux loisirs de plein air) les foules errer sur les trottoirs, traînant la nostalgie de leur ration d'images mouvantes ? Du moins d'accortes plaques, délivrées de la lanterne sourde, des caissières délivrées de leurs cages et des opérateurs aux mains libres auront-ils pu s'étendre sur l'herbe et cueillir les premiers coucous...

Qu'on s'en persuade, et d'abord les pouvoirs publics : le cinéma tient une des toutes premières places dans l'industrie française. Il représente une masse énorme de travaux et de dépenses, une immense circulation d'argent, qui va des taxes aux salaires. Les techniciens et les spécialistes ont dit à ce sujet tout ce qu'il y avait à dire. Voici à

peine une semaine que le congrès de l'Union nationale du spectacle, en sa journée du cinéma, réunissait les plus éminents docteurs de l'écran, écoutait leurs rapports documentés, proclamait leur manifeste, que nous voudrions reproduire en entier. Il n'est pas douteux que la grandeur et le prestige de la France sont liés à cette forme de l'expression dont le rayonnement est universel. Il n'est pas douteux qu'une œuvre comme « Les Enfants du Paradis » peut davantage pour notre rang dans le monde que nombre de propos abstraits. Ce n'est donc pas en grevant cette industrie de taxes folles, ce n'est pas en vouant à la pire médiocrité matérielle ses ouvriers, ses artisans, ses agents les plus modestes, qu'on servira bien les intérêts de la nation. Surmontant les difficultés qu'on imagine, la production des films français reprend courageusement ; ce n'est pas le moment d'entraver sa carrière.

Dans cet état de vacance forcée, celui qui se trouve privé d'images mouvantes peut recourir aux images immobilisées dans leur cadre. Un remarquable volume, publié par les Editions du Chêne, sous le titre « Images du cinéma français », vient, à propos, nous rappeler le passé de notre génie créateur en ce domaine et nous montrer par là quel destin lui est encore réservé. Ce livre est l'œuvre de Mme Nicole Védres : elle y a rassemblé, avec un goût précieux, d'innombrables documents, qui proviennent de la cinémathèque française et qui font revivre 50 ans de découvertes, de miracles. Un avant-propos de Paul Eluard, qui est un poème de l'intelligence, ouvre la porte à ce film des films. Je tiens ce livre pour indispensable aux jeunes amis du cinéma qui pourront y puiser les éléments d'une culture nécessaire. Voué à l'éphémère, le cinéma se laisse difficilement « apprendre ». C'est sa limite, sa gloire aussi. Il faut pourtant qu'il soit « appris », car s'il est quotidien, il serait fou de croire qu'il renaît chaque jour de ses cendres.

C'est pourquoi on ne saurait trop encourager des institutions comme la Cinémathèque, des mouvements comme celui des Jeunesses cinématographiques, des associations telles que le Cercle français du Cinéma ou le Ciné-Club de Paris, qui permettent aux curieux de s'instruire en voyant d'anciens films sans lesquels les nouveaux ne seraient pas ce qu'ils sont. Et quand les séances sont accompagnées de dires d'experts ou suivies de débats publics, comme il advient généralement au Studio de l'Etoile ou à la Maison de la Chimie, il est certain que la cause du cinéma et la formation d'un public cultivé ont tout à y gagner.

Gabriel AUDISTO.

ŒUVRE Raymond ROULEAU

150^e Fêtes de PAQUES

Dim., lundi, 15 h., 20 h. 30

VIRAGE DANGEREUX

APOTHÉOSE DU CONNARD

L'apothéose du Connard est l'histoire d'une de ces fêtes que les serviteurs de l'ennemi organisaient en zone dite libre aux temps de leur toute-puissance. Ces pages font partie du « Puits des miracles », roman écrit au jour le jour, dans la rage et dans la fureur, et dont d'autres chapitres ont déjà paru aux Editions de Minuit. C'est le roman de l'homme écrasé mais qui ne veut pas être détruit et qui, entouré par tous les monstres des temps du malheur, attend l'heure de retourner au combat. Je le publie aujourd'hui, après avoir participé au combat libérateur, des maquis de Dordogne jusqu'en Alsace.

Le grand jour arriva. Jamais les marchés n'avaient été plus vides. Bien qu'on fût au plein de l'été, il n'y avait ni fruits, ni légumes verts et la sécheresse avait réduit les premières pommes de terre à la grosseur d'une noix. Dès que les queues de chaque matin eurent pris fin, les rues devinrent brusquement désertes et les forces de police et les pelotons de cavalerie semblèrent évoluer dans une ville prise dont tous les habitants s'étaient enfuis. Il y avait une profusion de drapeaux dans les rues et sur les places, mais tous flottaient au sommet de mâts fichés en terre et non pas aux fenêtres des maisons. La plupart de ces fenêtres étaient fermées. Tout était muet. Parfois, seulement, un passant se glissait derrière le service d'ordre et regardait les grandes avenues sablées, vides comme des cours de caserne ou de prison, au long desquelles flottaient ces absurdes drapeaux.

A deux heures de l'après-midi, un escadron de hussards, précédé d'une fanfare, déboucha sur le boulevard qui menait à la préfecture. Derrière lui, au milieu d'un peloton de motocyclistes vêtus de cuir, roulait une voiture découverte dans laquelle se trouvaient les très hautes personnalités. Les bâtiments officiels englobèrent les hôtes d'honneur et les membres du comité d'organisation. Gantés de blanc, les clous des semelles passés à la gourmette et le talon descendu vers le sol, les troupes regagnèrent leurs quartiers, derrière un quadruple rang de trompettes. A la même heure, dans toutes les maisons de la ville, les gens mangeaient des herbes cuites à l'eau et, parce que c'était samedi, des morceaux sélectionnés de vaches tuberculeuses déclarées partiellement inoffensives par le vétérinaire qui faisait l'inspection des abattoirs.

Il n'était pas encore tout à fait nuit que Mlle Pénin, ma voisine, venait me raconter les solennités de la Chambre de commerce. Etouffé par son asthme et par son faux col à bords cassés, le président de cette institution y avait joué la scène des portraits d'Hernani. Mlle Pénin n'était pas allée jusqu'à faire ce rapprochement, mais son récit l'imposait à tout auditeur attentif.

Ce n'est pas seulement moi qui vous accueille ici, monsieur le Ministre, monsieur l'Ambassadeur, Messieurs, Excellence, mais les quatre présidents qui m'ont précédé dans cette maison... M. Fouyoux qui fit de l'expédition des fruits un véritable sacerdoce, en même temps qu'une des branches les plus importantes de notre commerce local... M. Delvaire, dont les établissements...

Les quatre présidents, dont aucun n'avait été consul à Rome, mais qui, malgré leurs moustaches, leurs fronts bas et leurs cravates toutes faites, avaient fort bien su faire leurs affaires, regardaient les nouveaux venus avec l'air de vouloir leur vendre quelque chose. La scène était si grotesque que je me fatiguai à la raconter. Je ne me fatiguais pourtant pas de l'entendre raconter par la nièce du vieux monsieur. Elle était absolument insensible à cette sorte de merveilleux qui jaillit du ridicule. C'est sans doute pour cela que je prenais tant de plaisir à son récit, car ce merveilleux s'y dégageait de lui-même, dans son absolue pureté. Je ne saurais rien y ajouter. Tant pis pour le lecteur qui ne comblera pas cette omission. En revanche, Mlle Pénin avait vivement ressenti le scandale que constituait le via d'honneur. Elle avait faim, comme tout le monde, et le buffet réservé aux très hautes personnalités aurait suffi à nourrir un quartier de la ville, pendant une semaine. Reléguée entre deux portes, admise à croquer quelques friandises après le départ des hôtes illustres, elle avait tiré la morale de ce petit fait. Elle était mieux préparée à philosopher sur les inégalités de la condition humaine qu'à ramener les événements à des souvenirs littéraires.

Elle avait pourtant été bouleversée par l'aspect impérieux du ministre. Elle était prête à me faire son portrait en s'aidant de comparaisons extraordinaires. Mais je ne connaissais que trop ce raté des lettres. Raté bien qu'académicien ou académicien parce que raté, il avait ramassé un morceau de pouvoir dans l'écroulement de la Patrie. A ce que je compris, il jouait son jeu comme s'il avait pu croire qu'il était vraiment ministre, éperdu de respect devant ses maîtres absents et dosant exactement l'insolence hiérarchique avec les personnalités qui l'entouraient et constituaient, au-dessous de lui, les degrés inférieurs de la pyramide qui écrasait le monde de son poids.

Mais ce Connard m'ennuyait et, du fond de mon lit, je n'arrivais même pas à retrouver, dans la plaque lumineuse de ma rétine, sous le double volet de mes paupières fermées, son allure de garçon coiffeur pour boutique des Champs-Élysées et son élégance à la Marcel, avec ondulations de grand luxe et illuminations du génie. Il devait être toujours pareil à ce qu'il avait été, un domestique insolent, spécialisé dans la captation des héritages et dont le dernier détournement s'était fait sur la succession de la Patrie.

Quand la nuit vint, la ville s'endormit du sommeil gémissant des ventres creux. Les vieillards avaient dû quitter leurs dentiers qui ne tenaient plus à leurs gencives rétrécies. Les enfants pissaient doucement sur la toile bise de leurs matelas et certains rêvaient de leurs pères qui dormaient, eux aussi, dans leurs camps de bûcherons, au plus noir des forêts de Thuringe. D'immenses rêves, aussi grands que la planète, tournaient avec le soleil et faisaient monter comme lui, dans les âmes confiées aux songes, une leur d'aurore et d'espoir, au-dessus des portes merveilleuses de l'Orient.

Dès la fin de la matinée, Mlle Pénin vint nous raconter ce qu'avait été la cérémonie du monument aux morts. L'ambassadeur avait jugé inutile d'y venir et les enfants des écoles, convoqués par ordre, avaient été presque seuls à contempler la très haute personnalité du Connard quand il avait déposé une palme devant les cinq cent trente-cinq noms des jeunes hommes massacrés, au début du siècle, pour détourner de nous un malheur infiniment moins grand que celui dont cette cérémonie était l'apothéose locale.

Mais le Connard m'ennuyait. Je ne me révoltais même pas à l'imaginer dans ses fonctions de profaneur et de sacrilège.

J'avais besoin de le voir de mes propres yeux pour que l'indignation pût l'emporter chez moi sur l'indifférence.

Le grand banquet de deux cents couverts devait avoir lieu dans une sorte de halle, mitoyenne de la maison où j'habitais. J'étais toujours malade et restais chez moi, par prudence. Un malheur est vite arrivé ! Mais je commençais pourtant à regretter de n'avoir rien vu de tous ces extraordinaires spectacles. Vers midi, j'entendis le brouhaha que faisaient les invités, dans la ruelle. La fanfare des hussards jouait une marche de chasseurs. Des trompettes déchiraient l'air et des cors de chasse balançaient leurs ondes sonores. J'en étais à rêver du diable boiteux, quand M. Grelon me révéla qu'on pouvait découvrir la salle du festin, au troisième étage de notre immeuble, entre deux lattes disjointes d'une cloison. Du coup, toute prudence m'abandonna. Je me levai et montai quatre à quatre à cet observatoire.

Tous les convives avaient déjà pris leur place, comme pour un tableau vivant. Ils en étaient même au dessert. Dans le rais de jour qui filtrait entre les plâtras, dans un intervalle de deux poutres, j'embrassai d'un seul coup d'œil cette apothéose pyramidale du monde où nous vivions alors.

Le Connard présidait, avec l'ambassadeur en face de lui. Peut-être aussi l'ambassadeur présidait-il, en ayant le Connard pour symétrique. A leur gauche et à leur droite, le long d'une immense table rectangulaire, se succédaient les très hautes personnalités et les personnalités de la ville.

Une nouvelle

d'André CHAMSON

Illustration de Pierre CHARBONNIER

C'était un jeu de massacre où rien ne manquait, ni M. le préfet, ni M. le maire, ni le général gateux, ni le monseigneur papelard.

Je fermai un œil, pour mieux voir à travers la fente de la muraille. J'avais l'impression de prendre une ligne de mire. Le Connard était juste en face de moi, la main droite ouverte en avant de lui, vide, et pourtant pareille à la main qui tient un papier. Debout, sous chevelure électrique, il était en train de faire son discours.

Le premier mot que j'entendis fut celui de « qualité », répété plusieurs fois de suite : « ...qualité... un monde de la qualité ». Le Connard prononçait « qualitat », comme états, portefeuilles, contrefait, fais... J'en passe, à défaut d'un diction-



naire de rimes. A chaque « ai », il avait un spasme de la voix. Vieux comédien, ratai de la beauté, escroc futai de la qualitat, singe malin sous sa chevelure de musicien romantique, montai au sommet de la pyramide par la grâce du malheur, il jouait son morceau avec conviction. Était-ce un fanatique aux allures abbé de cour ? Un médiocre enivré par son bien-parler ? J'envisageais toutes les hypothèses. Rien n'expliquait le personnage. Il fallait descendre aux bas-fonds de l'âme. Mais tout ce qu'on trouvait alors avait l'air de quelque invention du délire. On entend une voix : « Va doucement, conteur, l'avenir ne te croira pas ! »

Il était pourtant là ! Il créait un univers qui n'existait peut-être pas, mais qui nous entourait de sa toute-puissance. Au-dessous de lui, s'étagaient les personnalités descendantes, depuis les gros trafiquants du marché noir jusqu'aux margouliers en cravate noire, en costume de noce, éblouis de se trouver agglomérés à cette élite !

L'ordre du monde était devant moi. C'était une immense

hiérarchie de l'intérêt et du mensonge, une pyramide de gagnants d'argent et de pirates du bénéfice, un consortium de négriers et d'usuriers devenus idéalistes après avoir fait leur fortune.

La table était encore surchargée de hors-d'œuvre qu'on avait laissés là, jusqu'au moment du dessert, pour permettre des repentirs. Certains convives mangeaient du saucisson, en même temps que des petits fours. Des bouteilles de vin semblaient jouer au kriegspiel, sur la nappe. On aurait dit des soldats au port d'arme, sous leur casque d'étain argenté ou doré. D'immenses guirlandes décoraient les plafonds de leurs enchevêtrements tricolores. Des faisceaux de drapeaux se dressaient aux quatre angles de la salle, au-dessus des feuillages poussiéreux de toutes les plantes vertes des services municipaux. Sur le mur du fond, exactement au-dessus du Connard, un grand portrait souriant, trente ou quarante fois plus grand que nature, plongeait ses yeux dans les yeux qui le regardaient, que ce fût de face ou de côté. Le plus monstrueux hydrocéphale semblait une tête d'épingle, à côté de lui. Une devise en trois couleurs entourait ce visage de son arabesque calligraphiée : « Travail, Famille, Patrie ».

C'était le sur-Connard, le maître des personnalités de tous ordres et de tous les tueurs de chiens ; Car le tueur de chiens de la ville était là ! Pas assis à la table, mais adossé au mur, membre d'un service d'ordre en uniforme noir, botté, sanglé, harnaché de cuir, orné d'un étui à revolver et d'éclousons où s'entreclouaient les couleurs polluées de la France. Ce n'était donc pas une pyramide que j'avais devant les yeux, mais un cercle dont tous les anneaux se tenaient. Des tueurs de chiens aux tueurs d'hommes, en passant par les personnalités très hautes, hautes, basses ou très basses, tous y dansaient la danse macabre où nous étions le vif que le mort tient par la main.

Du haut de mon observatoire, j'avais le monde entier au-dessous de moi. A cette minute même, tandis que le Connard disait de sa voix d'esthète : « Vous avez voulu célébrer la défaite définitive du matérialisme, retrouver les lois de l'esprit, les impératifs de la beauté, rendre sa toute-puissance à la qualitat... » ; je voyais les gagnants d'argent emplir leur assiette de petits fours, prendre une datte fourrée à bout de doigts, sélectionner le cru de leur choix, au milieu de quinze bouteilles de cognac. Mais, au-delà des deux cents couverts alignés au-dessous de moi, la ville entière mangeait des herbes et des carottes fourragères cuites à l'eau, tandis qu'au milieu des sables et des forêts, dans un pays lointain, les pères de famille crevaient lentement de misère, au milieu de l'invariable décor des barbelés. Mais, au-delà encore, sur la misérable boule ronde, une énorme bataille se poursuivait. Des villes et des plaines se consumaient dans les sifflements d'Apocalypse. Des jeunes hommes tombaient par milliers, sous le fer et le feu, dans le déchainement d'un cyclone où tournaient des hélices et des chenilles d'acier. L'aube se levait déjà à l'orient !

Mais le Connard continuait sa harangue. Il avait juste au-dessus de lui le mot « Famille » et ce pédéraste rusé prenait maintenant l'air irréprochable de la femme de César. Ses doigts jouaient sur les feuilles invisibles de son discours, comme s'ils n'avaient jamais eu que des gestes chastes, mais cinquante ans d'habitudes infâmes les animaient, malgré eux, d'une obscène mimique. L'ignoble Connard semblait en vouloir encore à la vertu étonnée des jeunes gens en feuilletant ses feuillets immatériels. Peut-être qu'un voisin déjà renseigné expliquait, au boucher assis au bout de la table, les particularités du ministre, car le trafiquant de viandes regardait la très haute personnalité et son petit secrétaire à l'air de garce, en plissant son front de taureau, son front de mâle souffleur qui ne devait rien pouvoir imaginer, dans l'ordre du vice, au-delà des escaliers de bordel. C'était dans doute cela, cette « qualité » mystérieuse dont le Connard parlait à tout propos. « Ce que c'est que l'insurrection ! » devait se dire le marchand de viande, acheteur de livres précieux.

Mais Connard arrivait au plus haut de son éloquence : — Je sais, messieurs, disait-il de sa voix pointue comme un petit membre viril fatigué, je sais que nous avons dû traverser de bien dures heures et que, sans doute, de plus durs moments nous attendent encore. Mais cette France abattue, écrasée par le malheur, je la préfère à l'autre.

A l'autre ! Mon œil gauche était entièrement fermé. Mon œil droit, à demi plissé, tenait la ligne de mire de la fente du mur en plein milieu de la bouche de Connard. Plus que jamais, j'avais l'impression d'appuyer la joue à la crosse d'un fusil et je me ressouvins tout d'un coup de ce matin d'hiver où je tins pendant deux minutes un guetteur ennemi au bout de mon mousqueton, sans pouvoir me résoudre à tirer. Il gelait. La terre d'Alsace sonnait comme le pavé d'une cathédrale. Le froid me tenait aux épaules. L'homme se sauva en hâtant de la semelle, sans faire aucun bruit, comme en pédalant sur place. Ce geste humain rendit impossible le geste de mort. « Vous avez bien fait », m'avaient dit deux petits chasseurs qui m'accompagnaient. « Tu as bien fait », m'avais-tu dit, toi, mon frère Yves. Je m'étais pourtant reproché bien souvent, depuis ce jour-là, d'avoir épargné ma cartouche. Quels jeunes hommes avaient-ils tués, ce guetteur aperçu par moi, un matin d'hiver ? Mais, devant le Connard, je n'hésitais plus. Aucun geste humain ne le protégeait, sauf mon impuissance et mes mains désarmées.

Je n'entendais plus rien. Le Connard continuait son discours ! Le monde entier pouvait crever, dans la boue et le sang, dans l'ignominie et dans la famille ! Connard parlait de la qualité en remuant ses petits doigts potelés et en palpant des narines. Qui sait si ce vieil inverti n'éprouvait pas une atroce jouissance en pensant à la mort de tant de jeunes hommes, à la réclusion de tant de pères de famille, à l'attente tragique de tant de femmes, à tous ces lits dévastés, aux enfants qui ne naîtraient pas ?

Cette France abattue, écrasée par le malheur, je la préfère à l'autre...

A l'autre ! C'était un aveu psychanalytique, vomi par un dormeur éveillé, par un somnambule en train de marcher au bord de l'abîme. C'était la confession d'un malade exaspéré par la crise qu'il venait de déclencher lui-même. Emporté par son éloquence, le Connard venait de se trahir. Une seule phrase y avait suffi. Il fallait en tirer toutes les conséquences. Deux Frances ? Bien sûr, puisqu'il prétendait en préférer une ! Fou d'orgueil, à son rang dans une hiérarchie démoniaque, ce Connard avait au moins le mérite de ne pas cacher sa vérité. Il ne mentait pas, mais comment aurait-il pu mentir ? Toute sa personne était un aveu. « Méfiez-vous de l'homme qui porte un signe », a proclamé l'Écriture ! Et l'inversion en est un, comme le pied de bouc, la bosse, l'œil tors, ou la monstruosité adipeuse !

(Voir la suite à la page 11)

Calendrier des expositions
GALERIE CHARPENTIER
 76, Fg St-Honoré. L'aquarelle contemporaine et rétrospective « Eugène Bovain ». Ts l. j. sauf lundi.

HENRI RODE
 LE
CHARIOT
 DE
JEUNESSE
 roman
 65 fr.
 CONFLUENCES

Le sort des déportés politiques et raciaux est révélé dans
SOUVENIRS DE LA MAISON DES MORTS
 Ces documents, recueillis sur les camps de concentration en Allemagne, ajoutent une page d'horreur aux crimes déjà commis par les nazis.
 Lire « Souvenirs de la Maison des Morts » est un devoir national.
 Le volume : 30 fr. ; franco : 35 fr.
 L. SIMON, distributeur
 6, rue Versigny, Paris.
 Chèque postal : 4266-01.

VOICI VOTRE ÉCOLE

L'ÉCOLE DES SCIENCES ET ARTS, 16, rue du Général-Mallette, Paris (16^e), vous permettra de faire chez vous, en toute résidence, les meilleures études par correspondance. Demandez l'envoi gratuit de la brochure ou notice qui vous intéresse :
 Broch. 3770 : Classes primaires et second. complètes, B.F., B.E.P.S., Baccalauréats.
 Notice 3771 : Cours d'orthographe.
 Notice 3772 : Cours de rédaction.
 Notice 3773 : Cours de formation scientifique (Mat. Phys. Chimie).
 Notice 3774 : Cours de dessin industriel.
 Notice 3775 : Cours de commerce et de comptabilité.
 Broch. 3776 : Dictionnaire (Méthode de culture mentale).
 Notice 3777 : Cours de dessin artistique.
 Notice 3778 : Cours d'éloquence.
 Notice 3779 : Cours de puériculture.
 Notice 3780 : Formation musicale.
 Notice 3781 : Initiation aux grands problèmes philosophiques.
 Notice 3782 : Carrières des P.T.T.
 Nombreux et brillants succès aux examens officiels.



DOMINIQUE ARBAN
LA CITÉ D'INJUSTICE
 roman 90 fr.
 comment on persécute une âme

RENE DAUMIERE
LES MALCHANCEUSES
 récits 50 fr.
 pillé, pillé pour les femmes

SIMONE JOUGLAS
LES MURS DU PARADIS
 roman 75 fr.
 édition originale 150 fr.
 le charme du roman anglais

EMERY REVES
MANIFESTE DÉMOCRATIQUE
 traduit de l'anglais par MAURICE COINDREAU

JULIARD
 sequana

A chète 1 mach. à écrire et 1 à calcul. LETAC, 19, r. Blene. Pro. 55.22

A L'HOTEL DROUOT

EXPOSITIONS
 Samedi 24 mars
 Salle 3. - Beaux meubles. Tapis.
 Salle 4. - Meubles. M^e Albaret.
 Salle 7. - Tableaux. Céramiques. M^e Deubergue.
 Salle 8. - Livres. M^e Bellier.
VENTES
 Vendredi 23 mars
 Salle 12. - Meubles. Dentelles. M^e Bezançon.
 Samedi 24 mars
 Salle 3. - Beaux meubles. Tapis. M^e Albaret.
 Salle 4. - Meubles. M^e Champetier de Ribes.
 Salle 7. - Tableaux. Céramiques. M^e Deubergue.
 Mercredi 28 mars
 Salle 8. - Livres. M^e Bellier.

ACTION SPORTIVE

Le sport professionnel en danger !

C'EST un bruit, dont nous avions déjà eu des échos incertains, que notre excellent confrère Gaston Bénac vient de révéler dans un article intitulé : « Un projet dangereux... »

Citons l'auteur :

Ce n'est qu'un projet, mais un projet bien dangereux, dont on prête l'initiative à l'entourage du directeur général aux Sports...

Il s'agit tout simplement d'obliger les professionnels en tout sport, en cyclisme et en boxe notamment, à se grouper en sociétés agréées et sévèrement contrôlées possédant registre de commerce comme la première épicerie du coin...

LE BUT DISSIMULÉ : DETRUIRE LE PROFESSIONNALISME.

A l'heure où nous mettons sous presse, nous n'avons pas réussi à avoir confirmation ou infirmation de ce projet.

Nous le regrettons.

Il nous eût été infiniment agréable, en effet, de commenter une information contrôlée. Mais nous avons tout lieu de croire que notre confrère ne s'est pas engagé à la légère et sa conclusion devient la nôtre : ce projet est dangereux.

De quoi s'agit-il ? Tout simplement de diminuer le sport profes-

Dans l'entourage de M. SARRAILH on désire conduire le professionnalisme à sa perte.

sionnel, voire d'en préparer l'assassinat pur et simple. Et ce n'est pas pour surprendre ceux qui connaissent les intentions secrètes des adjoins de M. Sarrailh, que nous n'avions jamais soupçonné, jusqu'ici, de trépidité à l'égard des professionnels.

Nous avons accordé à l'ancien recteur de l'Université de Montpellier le crédit le plus large, à son arrivée à Paris. Nous ne lui avons ménagé ni nos encouragements, ni nos suggestions. Nous avons toujours été disposé à le soutenir de notre mieux dans son effort pour réorganiser le sport français. Mais aujourd'hui, nous lui crions casse-cou. Il s'engage sur la mauvaise pente. Ceux qui l'y poussent n'ont pas dû mesurer les conséquences de leur geste. Le sport professionnel n'a jamais été un abcès. Pour l'avoir cru avant les directeurs de conscience de M. Sarrailh, le colonel Pascol — tiens ! qu'est-il de-

venu, celui-là ? — a mené à sa perte le football français, aujourd'hui encore convalescent.

L'actuel directeur des Sports entend-il renouveler la triste expérience de son prédécesseur de triste mémoire ?

Le sport professionnel existe dans la plupart des pays. Il n'a jamais détourné la jeunesse de la pratique sportive. Au contraire. En bien des cas, le professionnalisme suscite un engouement que le seul amateurisme est incapable de provoquer. Il suffit de juger de l'état lamentable de notre athlétisme pour l'admettre. Comme il nous suffit de souligner la prospérité du football anglais pour reconnaître les heureuses répercussions d'un professionnalisme habilement dirigé.

Nous rejoignons là un sujet qui nous a déjà inquiété et que nous avons étudié dans un numéro précédent.

Nous disions alors que nous préférons un professionnalisme déclaré à un amateurisme marron hypocrite.

Aujourd'hui nous le pensons plus que jamais.

Nous sommes pour le statut professionnel. Mais nous sommes ouvertement contre tout projet qui aurait tendance à menacer le sport professionnel dans ses fondements.

Restons-en là pour cette fois.

Attendons d'être mieux informés pour prendre définitivement position.

Félix MONCEY.

L'appel de la route

NOUS allons, dès dimanche prochain, reprendre la route avec les courses cyclistes qui nous conduiront, de semaine en semaine, dans les campagnes les plus diverses, depuis les jardins de l'Île-de-France aux plaines tourangelles en passant par les terres noires du Nord.

Alors que la saison de football tire à sa fin, la saison cycliste commence.

Miracle du printemps naissant.

Premier printemps de la libération !

Et ce n'est pas sans une certaine émotion qu'après avoir été longtemps privés du droit de suivre les compétitions routières nous allons reprendre le contact et nous laisser transporter au long d'itinéraires que nous connaissons bien, dans le sillage de pelotons rajoints, mais où nous retrouverons quelques silhouettes familières : le long et volubile Mithouard, l'appliqué Idée, le joyeux Paul Maye, le sage Thibaut, le robuste Dan-

guillaume, le petit Robic, le puissant Teissère, le jeune Brulé, l'espoir Chapatte, etc.

Les Belges seront fréquemment des nôtres.

Ils nous apporteront, comme par le passé, leur foi inébranlable dans la victoire, et bien des débutants de chez eux se révéleront au grand public à la faveur de nos grandes épreuves classiques.

Ne résistons pas à l'appel de la route.

Au seuil de l'été de la Victoire.

DIRECTS DU GAUCHE

Enfin un journal sportif : le Sport enchaîné.

Il paraît depuis quelques jours, clandestinement.

Ce n'est qu'une feuille ronéotypée, adressée par la poste aux sportifs les plus en vue.

Le directeur ? Yan Namar.

Le rédacteur en chef ? Jean Nécé.

Sport enchaîné n'est pas mis en vente sur la voie publique.

Pas encore.

Le premier numéro se présente avec un souci évident de mise en page.

On y sent la patte d'un spécialiste du « marbre ».

Il n'y a pas de signature de gérant.

On s'en doute.

Encore que pour faire pendant aux noms des directeur et rédacteur en chef, on eût

pu y placer un Jean Sayrien quelconque.

Quels sont les responsables de ce Sport enchaîné, qui semble devoir se déchaîner ?

Les paris sont ouverts.

Personnellement, nous l'ignorons.

Et même si nous savions quelque chose, nous n'en dirions rien.

Chut ! Olandestin...

Emouvant le match Toulouse-Lens, dimanche dernier, au Parc des Princes.

Si les Lensois ont dû s'incliner après deux heures de lutte, leur goal, Crétier, en est en grande partie responsable.

Il s'est montré irrésistiblement maladroit.

Au point que les dirigeants lensois s'arrachaient les cheveux.

— Dire qu'on a payé son transfert un prix fou !

Un petit prix de marché noir.

Quel qu'il soit, d'ailleurs, il est excessif pour ce Crétier qui ne vaut pas un kopek.

Oubron a été battu dans le championnat de France de cyclo-cross.

Il était pourtant bien préparé.

Mais le parcours, sec et roulant, ne l'a pas avantagé.

— J'ai subi l'offensive du printemps, a-t-il constaté avec philosophie.

Les formules guerrières sont à la mode, mais Robic, le vainqueur, s'est contenté d'un : « J'ai fait donner la garde au pied de la côte... » qui rappelle une époque plus lointaine mais non moins glorieuse.

Le Toulousain Jany — 16 ans, 1 m. 80, 80 kilos, pointure 47 — est venu à Paris.

Il a vaincu.

Un Hatot fantaisiste qui s'exclame la bouche en cœur : « J'ai pris une bonne leçon. »

Comme s'il ignorait encore que l'entraînement était à la base de tout succès.

Pauvre petit Hatot à qui on l'avait caché.

Messner n'osait pas rentrer chez lui à l'issue du cross de Saint-Cloud.

Because ? Son abandon.

Il s'était promis de remporter le premier prix, constitué par deux vélos : un d'homme et un de femme.

— Pour moi, expliquait-il, j'en fais mon deuil, mais la « bourgeoise », qu'est-ce qu'elle va me raconter !

Comme quoi, madame Messner, il ne faut jamais songer à pédaler avant d'avoir à soi la bicyclette de ses rêves.

Le procès des de Wendel

(Suite de la page 12.)

Le soutien de la presse libre

Citons, cette semaine : « Le Travailleur Alpin », de Grenoble :

« Puisque les trusts attaquent « action », c'est qu'il est des nôtres ! Que se ligue pour sa défense tout ce qui est ennemi des trafiquants de la patrie ! Défendre « action », ce sera défendre les droits de la vérité et la liberté de la presse et c'est pour-

quoi nous mettrons à votre disposition, chers lecteurs, une pétition que vous pourrez venir signer au local du T.A., 5, rue du Casino. » « Bazouka », de Châteauroux, du 17 mars, dans un article intitulé : « La pétition, arme de la démocratie » :

« ...Si dix millions de signatures, réclamant la nationalisation des trusts au général de Gaulle, étaient réunies, il n'y aurait pas de raison d'attendre sous pré-

texte que l'opinion n'est pas consultée. » Du « Nord Libre », de Lille, du 9 mars : « Les trusts sortent leurs griffes, que la Nation prépare sa cravache ! Nous aussi, nous savons que les trusts, un moment étourdis sous le choc populaire, ont profité de la mansuétude officielle, qu'ils reprennent confiance, qu'ils sortent leurs griffes... que tous, derrière « action », dressent le grand barrage, marquant le coup d'arrêt... Et la France est sauvée. J. Delmas. » « Nord-Soir », de Lille, du mardi 13 mars : « La grande misère des maîtres de forges. »

Signalons tout particulièrement la magnifique activité de nos amis du Nord, qui ouvrent une souscription publique.

CHRONIQUE DES AMIS D'ACTION

RESPONSABLES

Paris, 7^e arrondissement. — M. Coffre, 141, rue de l'Université.

Marseille. — M. Jean Comte, 230, boulevard Baille.

2^e CONCOURS D'ABONNEMENTS

Résultats au 20 mars 1945

M. Robert Van de Castel, 7, rue Faidherbe, La Madeleine (Nord) 120 pts

Mme Jeanne Noël, Domaine de Murgny, Reims (Marne) 80 pts

M. Jean Font, Prades Pyr.-Or.) 48 pts

M. Francis Vals, Carcassonne 27 pts

M. Pointaud, 27, rue du Pech, Toulouse... 14 pts

Ce deuxième concours d'abonnements sera clos le 15 avril.

Nous rappelons qu'il est attribué 1 point par trois mois d'abonnement.

Note pour les abonnés

Nous prions les abonnés ainsi que les abonnés de bien vouloir écrire très lisiblement leurs nom et adresse sur les listes ou au dos de mandats, et nous leur rappelons que ces derniers mettent 8 à 12 jours à nous parvenir.

APOTHÉOSE DU CONNARD

(Suite de la page 10)

Connard parlait toujours sous les regards admiratifs des très pauvres personnalités de la ville. Chaque fois qu'il élevait la main à hauteur de ses yeux, dans un geste de lecteur en train de changer de page, il me semblait qu'il allait respirer une rose et s'évanouir de volupté. Le petit secrétaire suivait son patron d'un regard mouillé. Une immense digestion, laborieuse et pléthorique, unissait les deux cents convives comme un seul et même organisme. Les personnalités de tout rang rotaient doucement dans le coin de leur serviette et lampaient à petits coups leur verre de fine, méthodiquement réchauffé entre leurs doigts. Le maire était perdu dans un rêve qui rendait ses yeux convergents. Le roi du marché noir était au sommet de l'idéal. Il retournait dans son esprit l'affirmation que venait de lancer Connard à la face de la terre :

— Cette France, je la préfère à l'autre...

Dans la sincérité de cette énorme euphorie, pleine de tous les prestiges de la puissance, au milieu des gardes du corps habillés de noir, il préférait, lui aussi, ce monde nouveau à celui qui s'était effondré dans le désastre et dans la servitude. Il le préférait surtout au monde que ce monde d'hier semblait porter dans son sein, à ce monde de l'égalité et de la justice pour lequel tant d'hommes avaient accepté de mourir. Le président de la Chambre de commerce préférait aussi ce monde nouveau à tout autre monde possible. Le boucher qui ne vendait qu'aux riches ne pouvait rêver à l'âge d'or dont il n'avait jamais entendu parler par les poètes, mais son âme était pleine de l'ivresse des temps divins. Il n'était pas jusqu'au tueur de chiens qui ne se sentit devenir un autre homme. Lui aussi préférait le présent au passé et croyait qu'on pouvait arrêter l'avenir comme un chien errant.

Ils étaient là deux cents dont cette préférence était le véritable lien. Deux cents qui se sentaient rassurés par la misère et se croyaient libérés de la crainte de l'avenir. Deux cents qui ne demandaient qu'à continuer de vivre au milieu de la misère et de la servitude, repus et satisfaits. Plus encore que la communion de l'estomac, cette préférence les rendait solidaires les uns des autres. Cervelles finaudes ou obtuses, intelligences à peine émergées au-dessus de l'espèce animale ou usées à force de vices et de ruses, de Connard au tueur de chiens, ils pensaient tous la même chose, avec la même sauvage volupté. Ils préféraient tous ce monde à celui que nous avions perdu et, surtout, à celui qui allait naître.

L'opinion française avec "Action" contre les de Wendel

C'est un bien mauvais calcul qu'a fait le Comité des Forges en nous attaquant; il a déclenché une vague d'indignation qui n'est pas près de se calmer. Ce qu'avait appris le modeste public de notre hebdomadaire, toute la France se le répète. Elle est avec nous contre les trusts, notre courrier l'atteste. Et voici qu'un peu partout, en province, s'organisent des réunions de solidarité dont nous rendrons compte.

Souscriptions

Nous avons reçu cette semaine :

De M. J.-C. Pauvert, étudiant en lettres, 75 fr.; M. Delvert, 100 fr.; M. Rebuffat, 100 fr.; M. Marchand, 100 fr. M. R. D., 16, 50 fr.; Mlle Robineau, 50 fr.; M. Cherrier, 30 fr.; MM. Louis-Daniel-Pierre-Gaby, 1.000 fr.; « Une fille de Communard », 25 fr.; M. Favière, 80 fr.; Mme Hereberg, 200 fr.; « Un ancien maquisard », 100 fr.; M. Paul Dinman, 100 fr.; M. Guillaume, de Toulouse, 200 fr.; M. Diot, Georges, 190 fr.; M. Charles Klein, 80 fr.; M. Pierre Aubert, du M.L.N., 80 fr.; Mme Netter, 100 fr.; M. Grandvillers, 50 fr.; des J.L.N. de Toulouse, remis par Maurice Denis-Remis, 500 francs; M. Marcel Rosset, 100 fr.; M. G. L., Auteuil, 100 francs; M. J. Lejeune, 50 fr.; M. Porte, des J.L.N., 100 fr.; MM. Peyre, Solignan, Reboul, 200 fr.; M. Charles Dhaussy, maître d'internat, 50 fr.; Mme Marcelle Schneider, « en souvenir de son fils Jean Schneider, engagé volontaire, tué à la guerre d'Espagne, en 1938 », 1.000 francs; Mme Guggenheim, 100 francs; M. Arnoux, Albert, 200 francs; MM. Stiffel et Spanjoard, 500 fr.; M. Roger, René, fils, 50 fr.; M. Ernest Loisel, 50 fr.; M. M. Carreau, 150 fr.; du Dr. Bonnafé, 100 fr.; de M. D. Bastien, 75 fr.; « Les Mariannes », journal de l'U.F.F., à Lille, 500 fr.; M. di Maislo, 560 fr.; Mme Fernande Pestel, 50 francs.

Ordres du jour

Nous avons reçu des motions de solidarité de : la sous-section syndicale de La Séquanais; la Cellule 4, de la section de Montreuil du Parti communiste et

HISTOIRE DE FOUS

DANS un village de l'Orne, près de Mortagne (mais ça se passe probablement de la même façon ailleurs), l'épicier reçoit d'une ferme voisine des pommes de terre qu'il détaille à sa clientèle.

Ces pommes de terre sont vendues au détail 2 fr. 90 le kilogramme.

Elles sont achetées au fermier 1 fr. 50 le kilogramme, mais l'épicier, lui, les paie 2 fr. 60 le kilogramme, somme qu'il verse à un intermédiaire : le répartiteur.

On constate donc que cet intermédiaire qui n'a jamais vu la marchandise de près ni de loin, empêche 1 fr. 10 par kilogramme (2 fr. 60 - 1 fr. 50). Pourquoi? Parce qu'il est répartiteur.

Comparez le gain du cultivateur (engrais, main-d'œuvre, semences, etc...) et celui du détaillant qui a lui aussi des frais, avec celui du répartiteur.

L'histoire se répète avec les œufs.

On continue Vichy.

Une bonne réponse aux Frères De Wendel. Abonnez-vous à « action ».

Nom :
Adresse :
Signature :
Déclare souscrire un abonnement de :

3 mois 65 fr.
6 mois 125 fr.
1 an 220 fr.

C. C. P. Maurice Cuvillon, Paris, n° 419.547.

Imprimerie du journal « ACTION »
37, rue du Louvre
Le Directeur technique : C. DELANGRE
imprimeur
L'Administrateur : Maurice CUVILLON.

CHURCHILL PARLE AUX ANGLAIS des réformes de structure

C'EST un secret pour personne que le Premier britannique, s'il préside un gouvernement de coalition, n'en est pas moins un conservateur fidèle à ses origines. L'on sait aussi que le parti conservateur, en Angleterre, est, de toute évidence, celui des grands conseils d'administration, autrement dit, des dirigeants actuels des grandes entreprises industrielles, commerciales et bancaires qui commandent l'activité économique (et politique) du pays.

Aussi, les paroles suivantes proférées par M. Churchill à Londres, le 15 mars, à la conférence annuelle du parti conservateur, ne surprendront-elles aucun observateur averti :

« Nos amis socialistes se sont officiellement engagés — bien contre le gré de certains de leurs chefs — à soutenir un programme de nationalisation des moyens de production, de distribution et d'échange. Ce sont là autant de problèmes que le public britannique pourra examiner le jour où il en aura le loisir. Il pourra les examiner lorsque nous aurons retrouvé le calme, lorsque nos soldats seront rentrés au foyer, lorsqu'ils

auront été intégrés de nouveau dans la vie civile et pourvus d'un emploi.

« C'est alors que nous pourrions étudier ces projets de bouleversement (sweeping proposals) qui impliquent, non seulement la destruction complète de notre structure sociale, des conditions présentes de vie et de travail, mais aussi la préparation et l'instauration d'un autre système, de plusieurs autres systèmes même, empruntés à des pays étrangers et à des cerveaux qui ne sont pas britanniques (borrowed from foreign lands and alien minds). Mais le moment n'en est pas encore venu.

« Pour l'instant, nos tâches sont strictement et exactement définies : Nous devons terminer la guerre contre le Japon et remplir loyalement nos devoirs d'alliés envers les Etats-Unis et les autres nations engagées dans ce conflit. Nous devons également reconquérir — ce qui est déjà commencé — les territoires que les Japonais nous ont arrachés.

« Cela exigera un effort considérable, mais, si las que nous soyons jamais de la guerre,

nous ne nous détournerons pas de notre devoir qui est de poursuivre la lutte jusqu'au dernier pouce et jusqu'à la dernière minute.

« ...Vous entendez raconter par l'intelligentsia des milieux de gauche, par ces hommes qui ont fait toute la guerre les pieds dans leurs pantoufles (stay-at-home left wing intelligentsia), que les démobilisés nous tiendraient rigueur de ne pas leur avoir préparé un monde nouveau en vue de leur retour. Ce brave monde nouveau doit être tout prêt pour eux le jour où ils débarqueront à Liverpool, sur les rives de la Clyde, à Southampton et aux docks de Tilbury.

« Mais ce n'est pas cela qu'envisagent nos combattants. Ils n'envisagent certainement pas un monde nouveau que des politiciens bâteraient derrière leur dos pour se ménager leurs suffrages. La plupart de nos combattants ont vécu un bail suffisamment long dans l'inconfortable voisinage d'un autre monde pour penser à tout cela.

Nous connaissons ainsi le point de vue de Churchill sur les réformes de structure. Il est catégorique, il est net. On ne reprochera pas non plus au conservateur Churchill son inconséquence. Ce n'est pas lui qui, le 20 avril 1943, a promis à son peuple :

« Un régime économique et social tel qu'aucun monopole et aucune coalition ne puissent peser sur l'Etat, ni régler le sort des individus, ou, par conséquent, les principales sources de la richesse commune soient, ou bien administrées, ou tout au moins contrôlées par la nation.

Ce n'est pas Churchill non plus qui, le 2 mars 1945, a déclaré au Parlement :

« Le gouvernement a fait connaître sa politique depuis quatre ans. Mais le moment, le choix des modalités provisoires des transferts ou des nationalisations, sont affaire d'opportunité, de préparation, de moyens. »

Nous avons subi, pendant quatre ans, un soi-disant chef de l'Etat français qui tenait toutes ses promesses, même celles des autres ! Nous demandons simplement aujourd'hui au président du gouvernement provisoire de la République Française de tenir les siennes !

Albert REVILLE.

Pour que les nationalisations réussissent...

A nécessité de nationaliser dans un délai relativement court plusieurs secteurs essentiels de l'économie française a été affirmée formellement par le programme du C. N. R. Elle est proclamée, non seulement par la C. G. T. et les partis de gauche de l'Assemblée, mais aussi par la quasi unanimité des représentants des mouvements de Résistance. Elle est enfin nettement reconnue par le Gouvernement provisoire de la République Française, malgré certaines réserves ou plutôt certaines réticences relativement au rythme suivant lequel ces nationalisations pourront être réalisées.

Il faut maintenant que cette volonté passe dans les faits — et c'est évidemment là que les difficultés commencent.

Certains diront : c'est l'affaire du gouvernement. Ce n'est pas notre avis — ou plutôt nous pensons que si la décision, en cette matière, incombe provisoirement au gouvernement... jusqu'au moment où elle incombera au Peuple Souverain, ce serait une grave erreur, de la part de ceux qui veulent que les nationalisations réussissent, que de laisser au gouvernement le soin de les préparer sans intervenir eux-mêmes. Car si nous n'intervenons pas, d'autres interviendront. Ceux qui veulent que les nationalisations échouent ne manqueront pas de prodiguer au gouvernement leurs conseils intéressés, et il en résultera des solutions hybrides, incomplètes ou provisoires, dont le nouveau statut des houillères peut nous donner un avant-goût.

Il est donc essentiel que des représentants qualifiés des organismes favorables aux nationa-

lisations entreprennent sérieusement, dès maintenant, l'examen de ce problème, cet examen devant porter simultanément sur le choix des secteurs à nationaliser, la désignation des entreprises à nationaliser dans chacun de ces secteurs, et surtout la détermination des modalités précises suivant lesquelles les nationalisations devront être effectuées.

Il y a là des études extrêmement délicates et relativement longues, malgré tout le désir que l'on peut avoir de faire vite. Nous n'ignorons pas que les syndicats et certains partis politiques ont déjà procédé, et procèdent encore, à d'importants travaux à ce sujet. Mais nous estimons que ce serait une grave erreur de disperser les efforts. Le travail en commun de tous les techniciens de bonne volonté est, à notre avis, indispensable, et nous pensons que ces techniciens doivent se réunir au sein des commissions de nationalisation du C. N. R., seul qualifié pour présenter des projets au gouvernement avec toute l'autorité qu'il possède actuellement, et qu'il possédera jusqu'au moment où les institutions démocratiques auront retrouvé leur libre exercice. Certaines de ces commissions du C. N. R. fonctionnent, d'ailleurs, déjà actuellement, et ont abouti à des solutions concrètes : c'est par exemple le cas de la commission des nationalisations de l'industrie électrique. Des commissions analogues sont en cours de création pour tous les secteurs nationalisables : centrales syndicales, mouvements et partis ne doivent pas hésiter à y déléguer leurs techniciens, après avoir, le cas échéant, recherché au préa-

lable ces techniciens parmi leurs adhérents, ce qui pourra nécessiter, dans certains cas, un sérieux travail de prospection.

La question est capitale : si la Résistance veut que les nationalisations réussissent, et nous sommes persuadé qu'elle le veut réellement, elle doit le manifester autrement que par des discours et des articles de journaux. Une participation effective au travail de préparation des nationalisations est indispensable. Il devra en sortir des projets sérieusement étudiés et fortement conçus. Ces projets seront soumis au gouvernement. S'il les adopte, tant mieux. S'il ne les adopte pas, le pays sera jugé. Mais en ce domaine, plus qu'en tout autre, l'adage « Aide-toi, le Ciel t'aidera » doit fixer notre ligne de conduite.

Roger SCHWOB,
Délégué à l'Assemblée consultative provisoire
Membre du Comité Directeur d'UNITEC.

Il y a aussi un comité de libération de l'O.C.R.P.I.

MISE AU POINT NECESSAIRE

A LA suite de l'article de notre collaborateur Rivière intitulé « Les Allemands ont laissé derrière eux l'O.C.R.P.I. », nous avons reçu une lettre de M. Penelaud, président du Comité de Libération de l'O.C.R.P.I., dont nous publions bien volontiers les extraits essentiels :

Que vous attaquiez le chapeau de l'O.C.R.P.I., nous dit M. Penelaud au nom du Comité de Libération qu'il préside, soit. Ce n'est pas nous, éléments résistants et patriotes du personnel, qui y verrons un inconvenant, bien au contraire.

Nous menons aujourd'hui contre les dirigeants une lutte qui, croyez-le, n'est pas de tout repos. Nous avons affaire à toute l'équipe de techniciens mise en place par Bichelonne, à ses collaborateurs immédiats, à ces gens qui, s'ils avaient la moindre probité morale, auraient déjà, sans attendre d'y être contraints, quitté les fauteuils dans lesquels ils s'incrument.

Nous ne rencontrons d'ailleurs pas auprès de certains membres du cabinet du ministre la compréhension et l'aide que nous étions en droit d'espérer.

L'O.C.R.P.I. a servi l'Allemagne dans la mesure où certains de ses dirigeants, ou certains des membres de son personnel ont voulu la servir et n'ont pas su lui résister, dans

la mesure où il y a eu, à l'Office, des collaborateurs.

Mais il ne faut pas mettre tout le monde dans le même sac. Il n'y a pas à l'O.C.R.P.I. que d'ex-Croix-de-Feu et Cagoullards.

Il y a eu les résistants organisés : ceux de la France Combattante, ceux des Mouvements de l'Intérieur, ceux des partis et des syndicats.

Ces patriotes se sont rassemblés et ont formé le Comité de Libération de l'O.C.R.P.I.

Il serait trop long de rendre compte ici de toute l'action du Comité. Mais nous devons toutefois noter qu'il joue un rôle d'organe d'impulsion de la reprise économique et de soutien de l'effort de guerre.

Il signale au ministre, aux répartiteurs, aux services intéressés, les lenteurs administratives, les stocks qui dorment ; il fait la guerre à la paperasse et à la bureaucratie qui, malgré la pénurie de papier et malgré la libération, ne sont hélas ! pas mortes.

En outre, il participe aux travaux des commissions techniques du Comité parisien de la Libération et du Conseil national de la Résistance.

Notre lutte est une lutte difficile. Pour la mener à bien nous serions d'ailleurs heureux de pouvoir compter sur l'appui de votre sympathique journal.



— Où peut-on être plus tranquille qu'au sein des deux cents familles ?